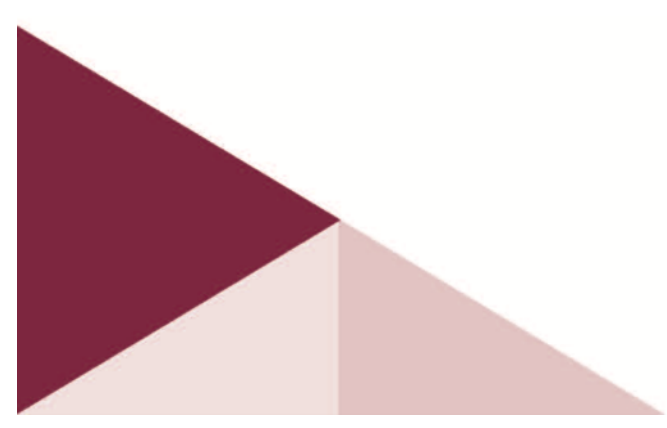


Rapport Financier Semestriel 2019



SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2019	3
ETATS FINANCIERS RESUMES AU 30/06/2019	27
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	38
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER	38
GLOSSAIRE	38

Rapport Semestriel d'Activité 2019

Les états financiers consolidés de LNA Santé relatifs à la clôture semestrielle 2019 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 17 septembre 2019, à l'issue d'une revue d'audit limitée par les Commissaires aux Comptes. Les comptes consolidés sont établis en conformité avec la **norme IFRS 16, entrée en application au 1^{er} janvier 2019**. L'ensemble des tableaux figurant à la section des Etats Financiers résumés intègrent donc les impacts de ce changement réglementaire.

Cependant, en l'absence de données comparables en 2018 et pour permettre l'analyse des variations entre les deux exercices, les commentaires de l'Activité et des Résultats détaillés dans les sections 4.2 portent sur des informations financières présentées hors application de la norme IFRS 16.

Les impacts de l'application de la norme IFRS 16 sont par ailleurs présentés explicitement dans le Compte de Résultat consultable à la section et commentés à la section 1.

Le présent rapport financier est disponible à l'adresse du site de la Société : www.lna-sante.com (rubrique Finance).

1. SYNTHÈSE ET PRINCIPAUX INDICATEURS

La transformation du réseau d'établissements se poursuivant activement en secteur sanitaire, **LNA Santé dispose d'un parc stable en terme de maturité** avec une proportion de lits en croisière à hauteur de **86% des capacités installées** (6 519 lits). Cette part représente un plus haut historique et traduit l'intensité de l'effort d'investissement mené ces dernières années.

Au terme du 1^{er} semestre, le Groupe consolide l'ensemble de ses performances avec une nouvelle **hausse du parc en croisière de + 6% sur un an**. Il affiche des **marges solides et des résultats en progression**.

Le segment du **régime de croisière** délivre une **marge d'EBITDA** (hors IFRS16) de **12,8%** supérieure à l'objectif (12,0%) et **en hausse sur un an** (+ 23 points de base), tout en intégrant l'érosion des tarifs en SSR portant sur un tiers de l'activité d'Exploitation (- 1,1% jusqu'au 28 février 2019 et + 0,1% à compter du 1^{er} mars 2019).

Les **restructurations** concernent davantage le secteur sanitaire et se révèlent **moins contributives** avec une marge d'EBITDA de 0,6% contre 3,0% un an plus tôt, au regard de l'agenda des ouvertures des SSR très actif en 2019.

En incluant les lits non matures, le **réseau en activité représente 7 547 lits** répartis sur 69 établissements et trois lignes métiers : maisons de retraite médicalisées, instituts de réadaptation et clinique psychiatrique, structures d'hospitalisation à domicile. En y ajoutant les capacités à installer, **le parc autorisé atteint 8 431 lits et places** (cf. chapitre perspectives).

Parc de lits par catégorie d'établissements	Juin 2018	Déc 2018	Juin 2019	Nb <i>étab</i>
En croisière	6 163	6 163	6 519	60
En restructuration	967	1 005	960	8
Repris sur l'exercice	70	90	68	1
Parc Exploité	7 200	7 258	7 547	69
Lits à installer	991	958	884	4
Parc Autorisé	8 191	8 216	8 431	73

Le niveau d'activité globale s'établit à 255,5 millions d'euros à mi-année 2019.

Le chiffre d'affaires Exploitation est arrêté à 230,5 millions d'euros en hausse de + 7,7%. Il intègre une **croissance organique robuste de + 5,2%** supérieure à l'objectif annoncé (3,5%) et

en accélération sur un an (4,1% en juin 2018). Cette croissance est la résultante d'un effet volume de 2,3% (à comparer à 3,4% en juin 2018) combiné à un effet mix tarif et activité de 2,9% (contre 0,7% un an plus tôt). L'activité intègre des effets de périmètre à hauteur de + 2,5% avec la reprise d'un établissement spécialisé de Soins de Suite et de Réadaptation au 1^{er} janvier 2019.

L'activité Immobilière ralentit comme prévu au 30 juin 2019 avec une baisse des ventes de 46% sur un an, la transformation du parc sanitaire approchant de son terme.

Bénéficiant de la maîtrise des coûts et de la dynamique d'activité, le **résultat opérationnel courant de l'Exploitation s'établit à 22,9 millions d'euros** à mi-exercice, en progression de + 4,2%. La marge opérationnelle courante de l'Exploitation se consolide à un niveau élevé de 9,4%, conforme à l'objectif. Cette performance trouve son origine dans la bonne tenue de la marge opérationnelle courante des sites en régime de croisière (11,0%, quasi stable sur un an).

Compte de Résultat Simplifié En M€, normes IFRS	Total S1 2019 IFRS16	Impacts Norme IFRS16	Total S1 2019 hors IFRS16	Exploit. hors IFRS16	Immo. hors IFRS16	Total S1 2018	Exploit.	Immo.	Total Var. hors IFRS16	Exploit. Var. hors IFRS16
Chiffre d'Affaires	255,5		255,5	230,5	25,0	260,4	214,1	46,3	- 4,9	16,4
Charges de Personnel	- 125,7		- 125,7	- 124,4	- 1,2	- 115,1	- 113,9	- 1,2	- 10,6	- 10,5
Impôts et taxes	- 10,0	0,9	- 9,1	- 8,7	- 0,4	- 8,5	- 8,2	- 0,3	- 0,7	- 0,6
EBITDAR	58,4	1,0	59,3	59,0	0,3	55,3	55,7	- 0,4	4,0	3,3
Loyers externes	1,7	28,9	30,6	32,8	- 2,2	28,7	30,4	- 1,6	1,9	2,4
EBITDA	56,7	- 28,0	28,7	26,2	2,5	26,6	25,3	1,2	2,1	0,9
Résultat Opér. Courant	27,7	- 4,9	22,9	21,6	1,3	21,9	21,3	0,6	0,9	0,3
<i>Marge Courante</i>	10,9%		8,9%	9,4%	5,1%	8,4%	10,0 %	1,4%	+ 52pb	- 59pb
Résultat Opérationnel	27,7	- 4,9	22,8	22,9	- 0,1	20,9	20,5	0,4	1,9	2,3
<i>Marge Opérationnelle</i>	10,8%		8,9%	9,9%	- 0,2%	8,0%	9,6%	0,8%	+ 90pb	+ 33pb
Coût de l'endettement	- 8,7	5,6	- 3,1	- 2,2	- 0,9	- 3,2	- 2,3	- 0,9	0,1	0,1
Autres charges financières	- 0,4		- 0,4	- 0,3	- 0,0	- 0,0	- 0,0	- 0,0	- 0,4	- 0,3
Charges d'impôt	- 7,5	- 0,2	- 7,7	- 7,9	0,2	- 6,5	- 6,6	0,1	- 1,2	- 1,3
Résultat net 100%	11,2	0,5	11,6	12,4	- 0,8	11,2	11,6	- 0,4	0,5	0,8
Résultat Net Part du Groupe	10,8	0,5	11,3	12,1	- 0,9	10,7	11,2	- 0,5	0,5	0,9
<i>Marge Nette Part du Groupe</i>	4,2%		4,4%	5,3%	- 3,4%	4,1%	5,2%	- 1,0%	+ 29pb	+ 2pb

Le coût de l'endettement affiche une **baisse de 3,5%** sur six mois. Le coût moyen de financement s'établit à 1,95% au même niveau que l'an passé, dans un environnement de taux accommodant pour les portages et les restructurations immobilières.

Quoique ralenti par une charge d'impôt majorée par la fiscalisation du CICE, le **résultat net part du groupe s'établit à 11,3 millions d'euros en hausse de + 5,0%** sur un an. La marge nette représente 4,4% du chiffre d'affaires en hausse de 29 points de base, tout en intégrant l'effet dilutif d'une perte immobilière. Neutralisé de cet impact, le **résultat net part du groupe de l'Exploitation progresse de + 8,1% et affiche une marge nette de 5,3%** qui se maintient à un niveau élevé et identique à la performance du 30 juin 2018.

La progression de l'EBITDA d'Exploitation (26,2 millions) et la maîtrise des investissements de maintenance (- 4,7 millions), dont la part rapportée au chiffre d'affaire d'Exploitation diminue à 2,1%, génèrent des cash-flow libres de 21,5 millions d'euros.

Les capitaux propres part du groupe hors IFRS 16 s'élèvent à 205,5 millions d'euros (contre 197,0 millions à l'ouverture de l'exercice) du fait principalement du résultat du semestre pour +11.3 millions d'euros et du versement des dividendes en numéraire pour - 3,7 millions (soit 0,38 euros par action).

La dette nette retraitée hors IFRS 16 s'établit en baisse à 186,5 millions d'euros contre 194,7 millions au 31 décembre 2018. Elle intègre une **dette nette d'Exploitation de 56,0 millions**.

Le Gearing d'Exploitation (Dette Nette d'Exploitation sur Fonds Propres d'Exploitation ajustés¹) diminue à 21% comparé à 24% à la clôture fin 2018, nettement en deçà de l'autorisation accordée à 125%. **Le Levier d'endettement** (Dette Nette d'Exploitation sur EBITDA d'Exploitation) est aussi **en baisse à 1,07** contre 1,19 au 31 décembre 2018 pour un covenant de 4,25 sur toute la durée du crédit syndiqué.

La trésorerie disponible représente à la clôture 131 millions d'euros. Le Groupe dispose par ailleurs d'une **capacité additionnelle de tirage** de lignes de crédit bancaires à hauteur de **71 millions d'euros**, mobilisables dès à présent dans la conduite de son plan de développement.

Fort de la dynamique de développement et des besoins de transformation de l'offre de santé en France, le groupe LNA Santé entend poursuivre de façon rationnelle l'exécution de son plan stratégique Grandir Ensemble 2022, présenté le 13 septembre 2018 avec l'ambition d'une trajectoire de croissance et de performance durable.

2. FAITS MARQUANTS

2.1. Exploitation

Ensemble des activités

- Environnement réglementaire

La hausse du prix du socle des prestations d'hébergement des personnes âgées par les EHPAD est plafonnée à + 1,25% en 2019 par rapport à l'année précédente, pour les résidents présents au 1^{er} janvier 2019.

Les circulaires budgétaires bloquent toujours l'évolution de la valeur du point du tarif soin global (Instruction du 25 avril 2019 relative aux orientations pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueil des personnes en situation de handicap et des personnes âgées). Progressivement, depuis 2017, date d'entrée en vigueur des CPOM (Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyen), les EHPAD LNA Santé basculent vers ce nouveau mode de contractualisation. Entre 2017 et 2018, 11 CPOM ont été signés (22 établissements). 6 CPOM (9 établissements) sont actuellement en cours de négociation. 8 CPOM (14 établissements) resteront à négocier.

Le secteur sanitaire connaît une légère embellie tarifaire avec une indexation du tarif des SSR de + 0,1% à compter du 1^{er} mars 2019, complétée en fin d'année d'une éventuelle restitution de la

¹ Les fonds propres d'Exploitation ajustés représentent les fonds propres consolidés de l'activité Exploitation, augmentés des impôts différés passifs d'Exploitation hors impacts IFRS 16 liés principalement à la valorisation des actifs incorporels d'Exploitation.

réserve prudentielle équivalente à 0,7% de tarifs. Le nouveau modèle de financement prévu par l'article 78 de la loi de financement de sécurité sociale pour 2016 reste inchangé en ce qui concerne la part de 10% consacrée à la dotation modulée à l'activité. Le « virage ambulatoire » se poursuit avec le développement des prises en charge ambulatoires par substitution intra et extra muros sur le champ du SSR et de la psychiatrie avec, notamment, le développement de l'hospitalisation à domicile, l'accompagnement de la réduction de la durée moyenne de séjour en hospitalisation complète et la prévention des ré-hospitalisations.

L'évolution tarifaire pour le sous-secteur de la psychiatrie est de + 0,7% au 1^{er} mars 2019 (après prise en compte de la dotation prudentielle), complétée en fin d'année d'une éventuelle restitution de la réserve prudentielle équivalente à 0,7% de tarifs.

- Taux d'occupation

Le Groupe LNA Santé affiche, pour l'ensemble de ses établissements, un taux d'occupation moyen de 97,5% sur le premier semestre 2019, comparable à celui de l'année dernière. Le taux d'occupation des établissements en régime de croisière s'établit à 98,6%, à fin juin 2019, soit une progression de + 0,6 point par rapport à l'année dernière, à la même période.

Secteur Long Séjour

- Taux d'occupation

L'activité Long Séjour, comprenant les EHPAD et les Maisons de Repos Belges, affiche un taux d'occupation élevé de près de 96% sur le premier semestre 2019. Face à un fort contexte concurrentiel en Belgique, les Maisons de Repos Belges présentent un taux d'occupation de 90%. Les EHPAD en régime de croisière, socle du modèle LNA Santé, présentent un taux d'occupation maintenu à 97,5% sur ce premier semestre. Les EHPAD Confort bénéficient, quant à eux, d'un taux d'occupation supérieur à 98%, démontrant ainsi la pertinence de ce segment, aussi bien en termes de qualité de service, que d'accessibilité de prix.

- Evolutions tarifaires

L'Arrêté du 29 décembre 2018 relatif aux prix des prestations d'hébergement a fixé, pour l'année 2019, l'indexation maximale des contrats des résidents présents au 31 décembre 2018 au taux de + 1,25% à comparer au taux de + 1,21% arrêté en décembre 2017 pour l'exercice 2018.

- Passage des conventions tripartites vers les CPOM

Le nombre d'EHPAD sous option tarifaire globale s'établit à 31 au 30 juin 2019, représentant 3 187 lits et places (hébergement permanent, hébergement temporaire et accueil de jour), soit près de 70% du total des lits exploités en EHPAD.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les établissements LNA Santé entrent progressivement dans la négociation de CPOM (Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens). Entre 2017 et 2018, 11 CPOM ont été signés (22 établissements). 6 CPOM (9 établissements) sont actuellement en cours de négociation. 8 CPOM (14 établissements) resteront à négocier.

Les CPOM définissent les obligations respectives des parties signataires et prévoient leurs modalités de suivi, notamment sous forme d'indicateurs. Ils déterminent des objectifs en matière d'activité, de qualité de prise en charge, d'accompagnement et d'intervention d'établissements de santé exerçant sous la forme d'HAD. Ils fixent par ailleurs les éléments pluriannuels du budget des

établissements en l'absence de procédure contradictoire et le cas échéant, précisent la nature et le montant des financements complémentaires aux forfaits relatifs aux soins et à la dépendance.

Secteur Moyen Séjour

■ Taux d'occupation

L'année 2019 marque une accélération du développement et de la transformation du secteur sanitaire chez LNA Santé, avec notamment l'acquisition du Centre de Réadaptation de l'Estuaire, de la Clinique de l'Aurore et l'ouverture de l'Institut de Réadaptation du Cap Horn et de l'Institut Médical d'Ennery. Intégrant ce contexte, le taux d'occupation moyen des cliniques SSR et des HAD continue d'avoisiner les 100%. L'activité d'Hospitalisation A Domicile fleurit sur ce premier semestre 2019, en présentant une hausse de nombre de patients de près de 20% par rapport à juin 2018.

■ Evolutions tarifaires

L'instruction du 10 mai 2019 relative à la mise en œuvre de la campagne tarifaire régionale 2019 des établissements de santé financés sous OQN (Objectif Quantifié National) a fixé le taux d'évolution moyen national des tarifs de prestations des soins de suite et de réadaptation soumis à OQN à - 0,62% (sur les prix de journées) contre - 1,1% en 2018.

Concernant l'activité psychiatrique, le taux d'évolution a été fixé par ce même arrêté à - 0,03% contre - 0,37% en 2018.

2.2. Immobilier

A date du présent rapport, les programmes immobiliers se poursuivent sur les sites suivants :

- Extension du SSR de l'Institut Medicalisé de Breteuil (60) - 168 lits et places
- Construction du SSR de l'Institut de Réadaptation d'Achères (78) – 164 lits et places
- Travaux avant ouverture de l'EHPAD Confort Villa Caudacienne à La Queue en Brie – 125 lits

Le détail de l'activité immobilière du 1^{er} semestre est présenté avec l'analyse des comptes au chapitre 4 et la projection annuelle d'activité ainsi que le panorama des futurs programmes au chapitre 5, traitant des perspectives.

2.3. Développement

■ Capacité du parc

Le Groupe a complété sur le 1^{er} semestre le parc en exploitation de 289 lits et places à 7 547 lits avec les mouvements suivants :

- Une mise en exploitation de + 5 places en soin ambulatoire sur un SSR,
- Des extensions capacitaires de + 191 lits et places sur 2 SSR reconstruits et un SSR agrandi,
- Une reprise d'un SSR de spécialité de + 68 lits et places au 1^{er} janvier 2019,
- Une mise en exploitation de + 25 places sur 3 structures d'HAD.

Au 30 juin 2019, le réseau en exploitation compte 7 547 lits et places répartis sur 69 établissements au sein de 44 EHPAD (4 443 lits), 4 Maisons de Repos en Belgique (555 lits),

13 Soins de Suite et Réadaptation (1 875 lits), 1 Clinique psychiatrique (211 lits) et 7 structures d'hospitalisation à domicile (473 places).

	31/12/2018		30/06/2019			
	Nb étb	Nb lits	Long Séjour	Moyen Séjour	Nb lits	Nb étb
Lits en exploitation	68	7 258	4 988	2 559	7 547	69
<i>dont en régime de croisière</i>	<i>57</i>	<i>6 163</i>	<i>4 679</i>	<i>1 840</i>	<i>6 519</i>	<i>60</i>

Au 30 juin 2019, le portefeuille de lits à installer sur les prochains exercices s'établit à 884 unités. Il intègre 522 places en secteur sanitaire (472 places en SSR et 50 places en HAD), 339 lits d'EHPAD et 23 lits en Belgique.

2.4. Juridique

■ Répartition du Capital au 30 juin 2019

Le capital social d'élève à 19 411 874 euros divisé en 9 705 937 actions d'une valeur nominale de 2 euros. Le capital en pourcentage de détention d'actions se répartit comme suit :

- Actionnaires au nominatif : 50%
 - Dont pacte d'actionnaires : 48%
- Actionnaires au porteur : 50%

3. METHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes annuels 2018 à l'exception de l'application de la nouvelle norme IFRS 16 avec des impacts significatifs détaillés en note 1 des annexes aux états financiers résumés au 30 juin 2019.

4. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

4.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Au terme des 6 premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires total est arrêté à 255,5 millions d'euros contre 260,4 millions au 30 juin 2018. Il s'inscrit en baisse de - 1,9% sur un an, sous l'effet attendu d'une contraction de l'activité Immobilière de - 46% avec l'arrivée à terme de 3 chantiers de construction et extension de SSR au 1^{er} semestre 2019. L'activité Exploitation affiche une dynamique de croissance renforcée de + 7,7%, plus sensible en secteur sanitaire.

4.1.1 Chiffre d'affaires Immobilier

L'activité Immobilière s'établit à mi année à 25,0 millions d'euros contre 46,3 millions à la même période en 2018. Elle est en baisse de - 46,1% par rapport à l'an passé conformément au planning de livraison annoncé avec la réception de 2 nouveaux immeubles (l'Institut de

Réadaptation du Cap Horn à Landerneau, d'une capacité de 195 lits et places et l'Institut Médical d'Ennery, d'une capacité de 162 lits et places dans le Val d'Oise) et d'une extension de clinique au 1^{er} semestre 2019 et deux à suivre au second semestre.

4.1.2 Chiffre d'affaires Exploitation

Poursuivant sa progression régulière, le parc en exploitation regroupe au 30 juin 7 547 lits sur 69 établissements. Dès lors, le chiffre d'affaires semestriel de **l'activité Exploitation** progresse de 16,4 millions d'euros à 230,5 millions d'euros, par rapport à la même période en 2018.

<i>Historique du chiffre d'affaires (CA) Exploitation en M€</i>	2015	2016	2017	2018	2019
CA semestriel Total	222,4	220,5	242,2	260,4	255,5
CA semestriel Exploitation	173,9	193,6	203,7	214,1	230,5
Var N/N-1 CA Exploitation	+ 17,9%	+ 11,3%	+ 5,2%	+ 5,1%	+ 7,7%
dont croissance organique	+ 6,2%	+ 6,1%	+ 5,0%	+ 4,1%	+ 5,2%

Cette hausse de + 7,7% est alimentée par la croissance interne dans les différents métiers (+ 5,2%).

Chiffre d'affaires Par activité, en M€	S1 2019	S1 2018	% Variation	% Var. Organique	% CA 2019	% CA 2018
Long Séjour France	118,3	114,5	+ 3,3%	+ 3,0%	51,3%	53,5%
Long Séjour Belgique	13,4	13,8	- 2,8%	- 2,8%	5,8%	6,4%
Moyen Séjour France	97,6	85,0	+ 14,8%	+ 9,1%	42,4%	3,7%
Autres	1,1	0,8	NS	NS	0,5%	0,4%
TOTAL	230,5	214,1	+ 7,7%	+ 5,2%	100%	100%

Le second trimestre 2019 a été particulièrement dynamique avec une accélération de la croissance du chiffre d'affaires Exploitation de + 8,3% à 117,5 millions d'euros, tirée par une croissance organique robuste de + 6,4%. Au terme du 1^{er} semestre 2019, le chiffre d'affaires Exploitation du groupe LNA Santé s'élève ainsi à 230,5 millions d'euros, en hausse de 7,7% par rapport au 1^{er} semestre 2018, dont 5,2% de croissance organique et 2,5% de croissance externe.

L'activité du **secteur Long Séjour** (France et Belgique) s'établit sur le 2^{ème} trimestre à 67,5 millions d'euros, en hausse de 2,1% et délivre le niveau de croissance organique attendu de 2,0% sur un parc à maturité. Sur l'ensemble du 1^{er} semestre, l'activité s'établit à 131,7 millions d'euros, en croissance de 2,7% par rapport au 1^{er} semestre 2018, dont 2,4% de croissance organique. Cette croissance s'analyse de la manière suivante :

- Les EHPAD Confort à prix d'hébergement modéré, affichent une croissance intégralement organique de 2,7% sur le 2^{ème} trimestre et de 2,4% sur le semestre. Leur contribution au chiffre d'affaires du 1^{er} semestre s'élève à 17,0 millions d'euros. Leur taux d'occupation est supérieur à 98% sur le 1^{er} semestre, et bénéficie pleinement de l'attractivité de l'offre tant en terme de qualité des services que d'accessibilité de prix,

- L'activité des EHPAD Elégance croît de 2,8% sur le 2^{ème} trimestre et de 3,5% sur l'ensemble du 1^{er} semestre à 101,3 millions d'euros, grâce à une croissance organique de 2,6% au 2^{ème} trimestre et de 3,1% en cumul au 1^{er} semestre. Le taux d'occupation des établissements en régime de croisière est toujours supérieur à 97,0%,
- Les maisons de repos en Belgique, en repli de - 2,8% sur le 1^{er} semestre, affichent un niveau d'activité de 13,4 millions d'euros sous l'effet d'une concurrence accrue dans la Région de Bruxelles.

L'activité du secteur **Moyen Séjour** (SSR, Psychiatrie et Hospitalisation A Domicile) s'élève sur le 2^{ème} trimestre à 49,3 millions d'euros, en hausse de 17,2%, dont 12,6% en organique. Elle affiche un chiffre d'affaires cumulé de 97,6 millions d'euros à mi-année, en hausse de 14,8%. Cette dynamique particulièrement soutenue repose sur une croissance organique de 9,1% et une croissance externe de 5,7%. Elle résulte des contributions suivantes :

- Les Soins de Suite et Réadaptation réalisent une activité de 76,2 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2019, soit une croissance de 13,3% par rapport à la même période de l'an passé, dont 6,0% en organique (8,6% au 2^{ème} trimestre) soutenue par les ouvertures des SSR de l'Institut de Réadaptation du Cap Horn à Landerneau (195 lits et places) et de l'Institut Médical d'Ennery (162 lits et places) dans le Val d'Oise. Cette performance traduit les premiers effets du plan de transformation engagé sur le parc sanitaire, notamment dans la spécialisation des parcours cliniques et le développement des soins ambulatoires, en concertation avec les autorités publiques. La croissance externe se renforce à 7,3%, grâce aux récentes reprises d'activité réalisées fin 2018 et début 2019,
- Les structures d'Hospitalisation A Domicile (HAD) génèrent une activité de 21,4 millions d'euros sur le 1^{er} semestre, en croissance de 20,7% purement organique grâce à la pertinence des recours à l'HAD dans les filières post-hospitalières et à la qualité des expertises médicales déployées par le Groupe.

Le parc d'établissements en régime de croisière représente 6 519 lits, soit 86% d'un parc en exploitation porté fin juin 2019 à 7 547 lits et places.

Le taux d'occupation est solidement ancré sur une moyenne de 98,6% au 1^{er} semestre 2019.

4.2 RESULTATS ET MARGES

Le compte de résultat simplifié est présenté au chapitre 1. Les commentaires ci-après portent sur les soldes intermédiaires de l'activité Exploitation.

4.2.1 EBITDAR (hors IFRS 16)

Compte tenu de la faible contribution de l'activité Immobilière aux indicateurs de l'EBITDAR et de l'EBITDA à hauteur respectivement de 1% et 9% dans les comptes consolidés au 30 juin 2019, les commentaires concernent principalement l'analyse de l'EBITDA de l'activité d'Exploitation.

L'EBITDAR de l'activité Exploitation ressort à 59,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019 contre 55,7 millions d'euros au 30 juin 2018, en hausse de + 5,9% sur un an. Sa contribution bénéficie d'une solide maîtrise des charges d'exploitation dont les achats et charges externes et les frais de personnel. La marge d'EBITDAR s'établit à 25,6% en retrait de 42 points de base par rapport à l'an passé sous l'effet des primes de pouvoir d'achat dites « Macron » pour un montant de 1 million d'euros (- 43 points de base).

Achats et charges externes

Hors charges de loyer et y compris variation des stocks, ils s'établissent en activité Exploitation à 44,3 millions d'euros contre 38,2 millions un an plus tôt. Ils représentent 19,2% du chiffre d'affaires Exploitation à fin juin 2019 pour 17,8% à fin juin 2018.

Frais de personnel

Ils s'établissent à 125,7 millions d'euros dont 124,4 millions affectés à l'activité Exploitation. Ils représentent 54,0% du chiffre d'affaires Exploitation à fin juin 2019 pour 53,2% à fin juin 2018, leur part relative progressant sous l'effet lié pour moitié aux primes de pouvoir d'achat pour un montant de 1 million d'euros (- 42 points de base) et sous l'effet de l'extension du périmètre pour le solde.

Les effectifs moyens du 1^{er} semestre s'établissent en équivalent temps plein (ETP) à 5 395 personnes, en hausse de + 7,0% par rapport à juin 2018 (5 044 ETP), en ligne avec la variation du chiffre d'affaires Exploitation. Les effectifs se répartissent entre les zones géographiques de la France (5 048 ETP) et de la Belgique (347 ETP).

Impôts et taxes

Ils représentent 8,7 millions d'euros à mi exercice, soit un ratio de 3,8% du chiffre d'affaires identique par rapport à l'an passé. Pour rappel, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en charge d'impôt société.

L'EBITDAR d'Exploitation affiche ainsi une contribution additionnelle de + 3,3 millions d'euros par rapport à l'an dernier.

Concernant la marge d'EBITDAR d'Exploitation à 25,6%, elle se révèle parfaitement stable sur un an, une fois neutralisé l'impact des primes Macron versées au printemps 2019, soit une marge ajustée de 26,0% identique à celle arrêtée au 30 juin 2018. L'analyse par secteur opérationnel montre des situations contrastées au regard de la maturité du parc en activité différente d'un métier à l'autre.

L'évolution de la marge des EHPAD se révèle en léger repli avec une marge apparente de 29,5% à comparer avec celle constatée au 30 juin 2018 à 29,8%, dans un contexte général de bonne tenue des taux d'occupation dans les deux gammes hôtelières Confort (offre accessible au plus grand nombre) et Élégance. Ce mouvement laisse place néanmoins à une amélioration de 23 points de base de la marge à 30,0% lorsqu'on retire l'effet spécifique des primes Macron versées en 2019. La marge d'EBITDAR en gamme Élégance s'établit au-dessus de 30% et présente structurellement un écart positif de l'ordre de 2 points sur la marge Confort. Il est expliqué par la part relative plus élevée des recettes de soin (activité réalisée sans marge) et à l'inverse par la part moindre des recettes d'hébergement (réalisées avec marge) dans la gamme Confort par rapport à la gamme Élégance.

La marge d'EBITDAR du secteur sanitaire connaît une hausse de 106 points de base à 20,5% ajustée à 139 points de base hors primes Macron (20,8%). Elle bénéficie d'un effet volume (soin ambulatoire) et spécialisation des SSR, et d'une croissance généralisée de l'activité d'HAD traduite dans les résultats grâce au déploiement du référentiel HAD et la pertinence d'un système efficient de pilotage médico-économique. Il est à noter par ailleurs que le niveau de marge sanitaire reste encore marqué par les derniers stigmates de la campagne tarifaire déflationniste et une proportion encore élevée de SSR en restructuration (part de 28%, soit 719 lits sur un parc sanitaire de 2 559 lits et places).

La marge d'EBITDAR de la Belgique marque un net repli à 20,3% contre 24,4% un an plus tôt, la variation provenant de difficultés de remplissage de deux maisons de repos belge dans la région de Bruxelles, accentuée par une légère inflation des frais de personnel et des loyers décorrélée de l'évolution même de l'activité.

L'EBITDAR du régime de croisière s'établit à 54,3 millions d'euros en progression de + 9,1% par rapport à l'an dernier. Conséquence de la plus grande maturité du parc, il contribue désormais à hauteur de 92% à l'EBITDAR d'Exploitation (+ 2 points sur un an).

La marge des établissements en croisière reste solidement ancrée à 27,1% du chiffre d'affaires comme l'an passé, la progression de la marge d'EBITDAR de l'hospitalisation à domicile de + 5 points à 16,5% compensant le repli de la marge d'EBITDAR en Belgique de - 4 points à 20,3%.

Ajustée de l'impact des primes Macron, la marge d'EBITDAR en croisière ressort à 27,5% en amélioration de 40 points de base sur un an. Les restructurations affichent une marge moindre à 12,0% du chiffre d'affaires contre 13,0% il y a un an, sous l'effet du poids des transformations en cours dans le champ des SSR (marge de 7,0% sur ces établissements), soit un écart de 15,5 points avec la marge du parc en croisière.

Parc croisière 2015-2019	2015	2016	2017	2018	2019	taux de croissance moyen annuel 2015-2019
Nb lits croisière	4 293	4 791	5 493	6 163	6 519	croissance de + 11,0%
% EBITDAR / CA	27,3%	27,9%	27,7%	27,1%	27,1%	robustesse de la marge
Cash-flows*	27,5	29,1	30,7	39,6	47,2**	croissance de + 19,4%

* CF = EBITDA - Capex retraités des subventions reçues et des rénovations immobilières non courantes

** estimation : année pleine = 30 juin x 2

4.2.2 EBITDA (hors IFRS 16)

Les loyers externes s'établissent à 30,6 millions d'euros contre 28,7 millions d'euros au 30 juin 2018. En intégrant les loyers intragroupe des immeubles portés pendant les restructurations, les charges de loyer ressortent à 32,8 millions contre 30,4 millions un an plus tôt (+ 8,0%), en ligne avec la variation du chiffre d'affaires Exploitation (+ 7,7%).

Leur part relative se maintient à 14,2% du chiffre d'affaires Exploitation à fin juin 2019, dans un contexte d'indexation des loyers maîtrisée et de mix d'activité favorable, le poids de l'activité d'HAD à très faible loyer se trouvant en effet légèrement relué d'un exercice à l'autre (+ 1 point à 9,3%).

Composantes de l'évolution des loyers S1 2019 vs S1 2018

	Variation Juin 19 vs Juin 18	Rappel N-1
Effet de l'indexation à périmètre 30/06/19	0,8%	0,8%
Effet de périmètre et nouvelles capacités	5,4%	3,0%
Effet de montée en gamme du parc (travaux)	1,8%	2,6%
Variation des loyers en activité Exploitation	+ 8,0%	+ 6,4%

Ainsi, la variation des loyers indexés sur des indices métier s'établit à + 0,8% par rapport au 1^{er} semestre 2018, en droite ligne avec l'an dernier, la modération tarifaire dans le champ des SSR limitant de fait la revalorisation des loyers indexée pour moitié sur l'évolution des recettes patients.

En définitive, l'EBITDA de l'activité Exploitation s'élève à 26,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019. Il présente un ratio sur chiffre d'affaires de 11,4% en léger repli de 46 points de base par rapport à la même période de l'an passé, expliqué à lui seul par le versement des primes Macron pour un montant de 1 million d'euros (- 43 points de base).

La marge d'EBITDA du secteur Long Séjour France représente 12,5% du chiffre d'affaires et affiche un repli de 32 points de base sur un an pour les raisons évoquées ci-dessus. Retraité de l'effet primes Macron, la marge afficherait une hausse de 21 points de base.

La marge des maisons de repos belges s'inscrit en baisse de 5 points à 2,1%. Elle affiche un écart de performance dont le comblement repose sur la mise en œuvre d'un plan d'actions énergique portant à la fois sur des adaptations du projet d'Exploitation et sur la structure des charges externes.

La marge d'EBITDA s'établit à 10,9% du chiffre d'affaires du secteur Moyen Séjour, en progression de 89 points de base. Elle bénéficie du supplément d'activité en provenance des structures d'HAD dont la marge d'EBITDA est consolidée à 14,3% en hausse de 675 points de base. Cette performance des HAD fait plus que compenser le repli de 72 points de base de la marge d'EBITDA des Cliniques SSR à 9,9%, elle-même impactée par la préparation des déménagements des sites de Bazincourt et de Roscoff et la reprise le 1^{er} janvier 2019 d'une clinique nantaise de capacité limitée (68 lits et places).

La marge d'EBITDA des établissements en régime de croisière s'établit en hausse de 23 points de base à 12,8% contre 12,6% l'an dernier. Hors primes Macron, la hausse représente + 66 points de base pour une marge ajustée de 13,2%. L'amélioration tient avant tout au secteur Moyen Séjour dont la marge en régime de croisière s'inscrit en amélioration de + 125 points de base à 14,5%, portée par le volume croissant d'activité des structures d'HAD dont la marge d'EBITDA en croisière progresse très significativement. Cette évolution compense la moindre performance des sites de Long Séjour en Belgique. Enfin, la marge d'EBITDA du secteur Long Séjour France en croisière se révèle pour sa part en hausse modérée de 10 points de base à 12,9% (13,4% hors prime Macron).

Le potentiel d'amélioration de la marge repose sur la poursuite de la transformation du parc dont 1 028 lits en exploitation demeurent faiblement contributifs (marge d'EBITDA de 0,6%) et dont 884 lits sont par essence improductifs car à installer. Les performances historiques du régime de croisière préfigurent la croissance de l'EBITDA au rythme des acquisitions et des sorties de restructuration vers le régime de croisière.

4.2.3 Résultat opérationnel (hors IFRS 16)

Le Résultat Opérationnel du Groupe s'établit à 22,8 millions d'euros contre 20,9 millions l'an dernier, en hausse de +9,0%. La marge opérationnelle représente dès lors 8,9% du chiffre d'affaires consolidé contre 8,0% un an plus tôt.

L'activité Immobilière contribue marginalement et négativement pour - 0,1 million d'euros, mais produit un impact dilutif d'un demi-point sur la marge opérationnelle de l'ensemble consolidé. L'analyse de la performance opérationnelle ci-après est donc consacrée à la seule composante de l'Exploitation.

Le Résultat Opérationnel Courant d'Exploitation intègre des dotations aux amortissements pour un montant de - 4,6 millions d'euros (soit 2,0% du chiffre d'affaires), des dotations nettes aux provisions pour risques et charges de - 0,1 million et des autres produits pour + 0,2 million (constitués principalement de subventions), soit des mouvements en cumul de - 4,6 millions d'euros qui expliquent le passage de l'EBITDA Exploitation de 26,2 millions d'euros au **Résultat Opérationnel Courant d'Exploitation de 21,6 millions d'euros**.

Compte tenu des mouvements non ordinaires pour + 1,3 million constitués de reprises de provision pour dépréciation d'autorisations d'exploiter, le **Résultat Opérationnel de l'activité Exploitation s'établit à 22,9 millions d'euros en hausse de + 11,4%**. La marge opérationnelle représente 9,9% du chiffre d'affaires en hausse de 33 points de base, et devrait se maintenir sur le deuxième semestre 2019 grâce à un taux d'occupation des établissements élevé sur le parc en croisière.

L'analyse par métier montre tout d'abord une marge opérationnelle courante du secteur Long Séjour France en repli de 80 points de base à 10,8% du chiffre d'affaires contre 11,6% un an plus tôt, compte tenu de l'impact des primes Macron pour - 54 points de base, et des moindres reprises de provisions pour risque clients en 2019 pour le solde. La marge opérationnelle courante des sites en croisière est en repli limité d'un demi-point à 11,2%, et se situe à l'équilibre une fois retraitées les primes Macron. La marge des restructurations diminue pour atteindre 5% contre 10,5% l'an dernier tout en ne concernant qu'un nombre très limité d'EHPAD, la plupart du parc étant à pleine maturité.

La marge opérationnelle courante en Belgique est en repli de 5,3 points à 0,3%, la faible performance étant imputable à d'importants retards d'occupation sur deux maisons de repos à Bruxelles.

La marge opérationnelle courante du secteur Moyen Séjour France s'établit à 9,2% à fin juin 2019. Elle affiche une amélioration de + 119 points de base sur un an sous le seul effet de la contribution renforcée des structures d'HAD (marge courante de 12,3% contre 6,1% l'an passé, par l'effet du volume de journées et la rationalisation des coûts logistiques des tournées), dans un contexte d'intense restructuration du parc des SSR qui pèse sur leur marge globale (marge de - 2% des cliniques en restructuration à comparer avec celle des SSR en croisière à 12,3%).

Les sites en croisière voient leur rentabilité opérationnelle courante se maintenir à un niveau élevé de 11,0% proche de celui constaté un an plus tôt à 11,1%. Hors primes Macron, la marge affiche une progression de 27 points de base à 11,4%. Le bon premier semestre de l'activité d'HAD compense ainsi la contreperformance constatée en Belgique.

Le résultat opérationnel courant des sites en croisière fait preuve de résilience. Il délivre une contribution à lui seul de 22,0 millions d'euros, soit l'intégralité du résultat opérationnel courant de l'activité Exploitation contre 96% il y a un an. Il sécurise dans la durée la performance de l'ensemble du Groupe.

4.2.4 Coût de l'endettement (hors IFRS 16)

Le coût de l'endettement est constitué des intérêts d'emprunts pour financer les investissements de développement (acquisition d'autorisations d'exploiter) et d'entretien du parc.

Il s'établit en diminution de 3,5% à - 3,1 millions d'euros contre - 3,2 millions au 30 juin 2018. Le coût de l'endettement est constitué à hauteur de 70% de charges financières affectées à l'activité Exploitation.

Le coût de la dette brute se stabilise à 1,95% contre 2,03% un an plus tôt. Le taux moyen de la dette immobilière ressort à 0,9% contre 0,8% l'an dernier. Le taux moyen de la dette Exploitation s'établit à 2,8% contre 2,9% à fin juin 2018.

Rapporté à la seule activité Exploitation, le coût de l'endettement s'établit à - 0,9% du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2019 contre - 1,1% il y a un an. Il ne représente plus désormais que 8,2% de l'EBITDA Exploitation arrêté à fin juin 2019 à comparer avec un ratio de 9,1% l'an passé.

4.2.5 Résultat net (hors IFRS 16)

Le résultat avant impôt (RAVI) est arrêté à 19,3 millions d'euros au 30 juin 2019. Il s'établit en progression de + 9,4% par rapport à l'an dernier, du fait de la croissance soutenue affichée en Exploitation (+ 11,7%).

Déduction faite d'une charge d'impôt de - 7,7 millions d'euros correspondant à un taux d'impôt de 39,8%, en hausse annoncée de trois points sous l'effet de la transformation du CICE défiscalisé en baisse de charges assujettie à l'impôt société, le résultat net pris à 100% s'élève à 11,6 millions d'euros au 30 juin 2019. Il affiche une hausse solide de + 4,2% par rapport au 1^{er} semestre 2018.

La marge nette progresse à 4,56% du chiffre d'affaires consolidé contre 4,29% l'an passé et 4,26% fin juin 2017, sous l'effet relatif de la contraction de l'activité immobilière dont la structure de marge est peu ou prou déficitaire par construction.

La marge nette de l'activité Exploitation s'établit dès lors à 5,39% du chiffre d'affaires, en stabilité relative sur un an où elle représentait 5,43% du chiffre d'affaires.

Après déduction du résultat des minoritaires, le résultat net part du groupe atteint 11,27 millions d'euros soit une marge nette de 4,41% supérieure à celle arrêtée fin juin 2018 à 4,12% du chiffre d'affaires.

4.3 SITUATION BILANTIELLE ET STRUCTURE FINANCIERE

4.3.1 Présentation du bilan (y compris IFRS 16)

En millions d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2019	31/12/2018	
			186,0	204,3	Capitaux propres totaux
			179,0	197,0	Capitaux propres du Groupe
			7,0	7,3	Intérêts ne conférant pas le contrôle
Actifs non courants	875,7	406,7	647,3	227,3	Passifs non courants
Ecart d'acquisition	92,5	92,9	7,2	6,6	Engagements de retraite
Immobilisations incorporelles	248,5	233,7	38,6	44,2	Impôts différés passifs
Immobilisations corporelles	52,3	74,3	134,2	171,8	Emprunts & dettes non courantes
Actifs financiers non courants	3,9	2,3	463,1		Obligations locatives non courantes
Droits d'utilisation	473,1		4,1	4,6	Autres éléments non courants
Impôts différés actifs	5,4	3,5			et provisions risques & charges
Actifs courants	313,2	316,1	355,6	291,2	Passifs courants
Stocks et en-cours	92,7	102,3	5,9	6,9	Provisions risques & charges
Clients et comptes rattachés	60,6	57,7	45,5	57,4	Dettes fn. & avances reçues
Autres actifs courants	27,8	27,5	153,4	145,0	Emprunts & dettes courantes
Créances d'impôts courants	0,9	6,5	47,4		Obligations locatives courantes
Trésorerie et équivalents	131,2	122,1	95,0	81,5	Autres passifs courants
			8,5	0,4	Dettes d'impôts courants
TOTAL ACTIF	1 188,8	722,7	1 188,8	722,7	TOTAL PASSIF

Les postes à l'actif sont constitués des principaux éléments suivants :

- Les écarts d'acquisition, qui s'élèvent au 30 juin 2019 à 92,5 millions d'euros. La valeur brute des écarts d'acquisition est de 96,4 millions d'euros à la clôture et se répartit par secteurs d'activité de la manière suivante :
 - 57,5 millions d'euros pour l'activité Long Séjour France
 - 34,7 millions d'euros pour l'activité Moyen Séjour
 - 1,6 million d'euros pour l'activité Long Séjour Belgique
 - 2,3 millions d'euros pour l'activité Immobilière
 - 0,3 million d'euros pour les autres activités non significatives.

Les pertes de valeur constatées et provisions pour dépréciation des autorisations à la clôture semestrielle s'établissent quant à elles à - 3,9 millions d'euros et concernent l'activité Long Séjour France pour - 1,0 million d'euros et l'activité Moyen Séjour pour - 2,0 millions d'euros et - 0,8 million sur l'activité immobilière.

- Les immobilisations incorporelles présentent une valeur nette de 248,5 millions d'euros et ne concernent que l'activité Exploitation. Elles se décomposent principalement des autorisations d'exploiter nettes des pertes de valeur pour 244,6 millions d'euros et des logiciels et systèmes d'information pour presque 4 millions d'euros. Les autorisations d'exploiter nettes se répartissent de la manière suivante :
 - 123,4 millions d'euros pour l'activité Long Séjour France
 - 113,3 millions d'euros pour l'activité Moyen Séjour
 - 7,4 millions d'euros pour l'activité Long Séjour Belgique
 - 0,5 million d'euros pour les autres activités non significatives

- Les immobilisations corporelles contribuent à l'actif à hauteur de 52,3 millions d'euros. Elles sont constituées notamment de terrains et constructions pour 20,4 millions d'euros, et d'autres immobilisations corporelles pour 31,9 millions d'euros. Les immobilisations corporelles en location-financement au 31/12/2018 pour 22,3 millions d'euros ont été reclassées en droits d'utilisation en application de la norme IFRS 16.
- Les droits d'utilisation, liés aux contrats de location des immeubles, représentent 473,1 millions d'euros. Ils se répartissent entre 470,1 millions d'euros pour l'activité Exploitation et 3,0 millions pour l'activité Immobilière.
- Les stocks représentent une valeur nette de 92,7 millions d'euros, dont 90,2 millions d'euros de stocks immobiliers, liés aux programmes en cours. La valeur nette des stocks que le Groupe s'attend à céder dans les 12 mois s'élève à 63,6 millions d'euros contre 71,9 millions au 31 décembre 2018.
- Les créances clients, autres actifs courants (composés des autres créances et comptes de régularisation) et créances d'impôts courants pour 89,3 millions d'euros, sont répartis entre l'activité Exploitation pour 57,9 millions d'euros et l'activité Immobilière pour 31,4 millions d'euros. Ces créances sont essentiellement composées des postes clients à hauteur de 60,6 millions d'euros, et de créances fiscales (y compris créances d'impôt sur les sociétés) pour 15,6 millions d'euros.
- La trésorerie active, pour 131,2 millions d'euros, inclut 99,2 millions d'euros de disponibilités immédiates et 32,0 millions d'euros d'équivalents de trésorerie. Elle se répartit entre l'activité Exploitation pour 125,6 millions d'euros et Immobilière pour 5,5 millions d'euros.

Le total de l'actif s'établit au 30 juin 2019 à 1 189 millions d'euros, en hausse de 466 millions d'euros par rapport à la clôture au 31 décembre 2018, dont la part principale tient à la première application de la norme IFRS 16, avec la comptabilisation des droits d'utilisation des contrats de location pour un montant de 473 millions d'euros.

Les postes présentés au passif sont constitués des principaux éléments suivants :

- Les capitaux propres s'élèvent à 186,0 millions d'euros, répartis entre la part du Groupe pour 179,0 millions d'euros et les intérêts ne conférant pas le contrôle pour 7,0 millions d'euros. Ils sont constitués des contributions suivantes :
 - Le capital social de la société mère, pour 19,4 millions d'euros, composé de 9 705 937 actions de 2 euros de valeur nominale chacune.
 - La prime d'émission de la SA LNA Santé pour 49,9 millions d'euros.
 - Les réserves consolidées à hauteur de 98,9 millions d'euros.
 - Le résultat net part du Groupe de la période pour 10,8 millions d'euros.
 - Les intérêts ne conférant pas le contrôle à hauteur de 7,0 millions d'euros.

Par ailleurs, le montant des réserves non distribuables s'élève au 30 juin 2019 à 4,2 millions d'euros, contre 3,8 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2018.

- Les engagements de retraite actualisés sont valorisés à 7,2 millions d'euros.
- Les impôts différés passifs s'établissent à 38,6 millions d'euros, dont 37,9 millions d'euros sur l'activité Exploitation. En prenant en compte les impôts différés actifs pour 5,4 millions d'euros, les impôts différés du Groupe au 30 juin 2019 présentent une position nette de 33,2 millions d'euros. Les impôts différés sur les écarts d'évaluation des autorisations d'exploiter représentent la plus grande partie du poste net, soit 46,6 millions d'euros.

- Les provisions pour risques et charges courantes et non courantes pour 6,9 millions d'euros, couvrent principalement des risques liés à l'Exploitation.
- Les dettes financières courantes et non courantes pour 287,6 millions d'euros comportent les éléments suivants :
 - Le programme de titres négociables à court terme (NEU CP) pour 120,0 millions d'euros, utilisé à hauteur de 91,5 millions d'euros pour financer, en complément du crédit syndiqué et des crédits promotion immobilière, le portage et les travaux immobiliers avant leur cession, et à hauteur de 28,5 millions d'euros au financement de besoins généraux du Groupe à court terme, ce niveau d'encours permettant de fidéliser les investisseurs et assurer la liquidité du programme de titres négociables.
 - L'Euro PP pour un montant, net des frais d'émission, de 51,0 millions d'euros, permettant de refinancer, en complément des emprunts auprès des établissements de crédit, les titres et les autorisations d'exploiter des sociétés d'exploitation en régime de croisière.
 - Le tirage du crédit syndiqué affecté à l'Exploitation pour un montant de 32,4 millions d'euros, qui finance les titres et les autorisations d'exploiter des établissements récemment acquis, dans le délai précédant leur passage au régime de croisière.
 - Les emprunts amortissables auprès des établissements de crédit pour 52,0 millions d'euros, financent les investissements de maintien, ainsi que les titres et les autorisations d'exploiter des établissements en croisière.
 - Les crédits de portage immobilier pour 6,0 millions d'euros, finançant les opérations de portage en attente de commercialisation ou de cession lorsqu'ils concernent des anciens bâtiments inoccupés.
 - Les crédits promotion immobilière, qui s'élèvent à 10,7 millions d'euros, et financent les opérations de construction, de rénovation et d'extension des établissements avant la livraison et la cession de l'immobilier.
 - La juste valeur des instruments financiers pour 3,4 millions d'euros, permettant de couvrir les dettes à taux variables du Groupe. Le montant du capital restant dû couvert par ces instruments s'élève au 30 juin 2019 à 125,2 millions d'euros.
 - Les cautions versées par les résidents pour un montant de 10,1 millions d'euros.
 - Les autres dettes diverses pour 0,3 million d'euros, comportant une dette viagère.
 - Les concours bancaires courants pour 0,1 million d'euros.
 - Les intérêts courus non échus pour 1,8 million d'euros.
- Les obligations locatives courantes et non courantes liées à la première application de la norme IFRS 16 pour un total de 510,5 millions d'euros.
- Les dettes fournisseurs, autres passifs courants et dettes d'impôts courants pour un montant de 148,9 millions d'euros, répartis entre l'activité Exploitation pour 116,6 millions d'euros et l'activité Immobilier pour 32,3 millions d'euros. Ces dettes comprennent notamment des dettes fournisseurs à hauteur de 45,5 millions d'euros, des dettes sociales pour 40,4 millions d'euros, des dettes fiscales (dont impôts sur les sociétés) pour 18,4 millions d'euros, ainsi que des produits constatés d'avance pour 23,2 millions d'euros imputables à près de 64% au secteur Long Séjour, et le solde de 36% au traitement des ventes immobilières constatées à l'avancement technique du chantier et non à la signature des lots LMP.

4.3.2 Capitaux propres, endettement net et covenants

Exploitation + Immobilier (en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Capitaux propres totaux	186,0	204,3	195,4
Impôts différés passifs	38,6	44,2	40,0
FONDS PROPRES ET QUASI-FONDS PROPRES	224,6	248,5	235,3
Dettes financières	287,6	316,8	305,7
Obligations locatives	510,5		
VMP et disponibilités	131,2	122,1	119,1
ENDETTEMENT NET	667,0	194,7	186,6

Exploitation (en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Capitaux propres totaux	194,9	212,3	202,1
Impôts différés passifs	37,9	42,9	39,3
FONDS PROPRES D'EXPLOITATION ⁽¹⁾	232,8	255,2	241,4
Dettes financières	181,6	177,3	173,7
Obligations locatives	507,4	-	-
VMP et disponibilités	125,6	116,4	114,2
ENDETTEMENT NET D'EXPLOITATION ⁽²⁾	563,4	61,0	59,4
Levier $\leq 4,25$	5,11	1,19	1,16
Gearing $\leq 1,25$	2,42	0,24	0,25

(1) Les fonds propres d'Exploitation ajustés représentent les fonds propres consolidés de l'activité Exploitation augmentés des impôts différés passifs d'Exploitation liés à la valorisation des actifs incorporels d'Exploitation.

(2) Représente la dette financière brute d'Exploitation diminuée des disponibilités, des dépôts et des fonds propres apportés à l'Immobilier.

Capitaux propres

Les capitaux propres totaux s'établissent à 186,0 millions d'euros et intègrent l'impact de première application de la norme IFRS 16 pour - 27,2 millions d'euros. En dehors de cet impact les capitaux propres augmentent par l'effet du résultat de la période à hauteur de 11,2 millions d'euros, diminué des distributions de dividendes à hauteur de 4,4 millions d'euros.

Endettement net

L'endettement net du Groupe s'établit à 667,0 millions d'euros et inclut 510,5 millions d'euros de dettes sur obligations locatives dont 480,5 millions nouvellement comptabilisées avec la première application de la norme IFRS 16 et 30,0 millions précédemment enregistrées au titre de la norme IAS 17.

L'endettement d'Exploitation représente 563,4 millions d'euros et comprend 507,4 millions d'euros d'obligations locatives. Hors impact IFRS 16, la dette nette d'Exploitation ressort à 56,0 millions d'euros, en baisse de 5,0 millions d'euros par rapport à la situation au 31 décembre 2018.

La variation de l'Endettement net hors IFRS 16 est principalement liée à l'activité Exploitation qui a vu sa dette nette se réduire de 4,9 millions d'euros, les flux de trésorerie liés à l'activité faisant plus que compenser les acquisitions de nouveaux établissements sur le semestre. L'Endettement

net Immobilier diminue quant à lui de 3,3 millions d'euros (hors IFRS 16) : la diminution du BFR a plus que financé les acquisitions de la période.

Covenants

En accord avec l'ensemble des prêteurs, la documentation du crédit syndiqué et de l'Euro-PP prévoit la neutralisation des impacts de l'application de la norme IFRS 16.

Ci-dessous la présentation des impacts d'IFRS 16 sur les agrégats de base des covenants :

	30/06/2019 publié	neutralisation réaffectation immobilier -> exploitation ¹	neutralisation dette IFRS 16 (contrats de location simple)	30/06/19 ajusté	
Exploitation	EBITDA d'Exploitation base annuelle	110,3		-57,9	52,4
	Fonds Propres d'Exploitation	232,8	2,2	35,1	270,1
	Dettes Financières Nette d'Exploitation	563,4	-30,0	-477,4	56,0
	Ratio de Levier	5,11			1,07
	Ratio de Gearing	2,42			0,21
Immobilier	EBITDA immobilier base annuelle	3,0		1,9	4,9
	Fonds Propres immobilier	-8,2	-2,2	0,1	-10,3
	Dettes Financières Nette immobilier	103,6	30,0	-3,1	130,4
	Ratio de Levier	34,35			26,39
	Ratio de Gearing	N/A			N/A
Total	EBITDA consolidé	113,3	0,0	-56,0	57,4
	Fonds Propres consolidés	224,6	0,0	35,2	259,8
	Dettes Financières Nette consolidée	667,0	0,0	-480,5	186,5
	Ratio de Levier	5,89			3,25
	Ratio de Gearing	2,97			0,72

¹ Les contrats de crédit-bail immobilier du siège et de location de Parkside, antérieurement activés en activité Immobilière sous IAS 17, sont reclassés en activité Exploitation dans la nouvelle présentation IFRS 16.

Au titre de ses emprunts le Groupe doit respecter un certain nombre d'obligations. En cas de non-respect, les prêteurs pourraient obliger le Groupe à rembourser totalement, partiellement ou renégocier les conditions de financement.

Les principaux covenants du Groupe sont :

- Endettement net d'Exploitation/EBITDA d'Exploitation \leq à 4,25 (Lever) ;
- Endettement net d'Exploitation/Fonds propres d'Exploitation \leq à 1,25 (Gearing) ;
- Endettement net Immobilier au 30 juin 2019 $<$ à 225 millions d'euros.

L'ensemble des covenants est respecté au 30 juin 2019, avec un ratio de Levier de 1,07 ; un ratio de Gearing de 0,21 et un endettement net Immobilier de 130,4 millions d'euros.

4.4 TRESORERIE ET FLUX (y compris IFRS 16)

Au 30 juin 2019, le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 131,1 millions d'euros. Les flux de trésorerie de la période se présentent ainsi :

En millions d'euros	S1 2019	S1 2018
TRESORERIE A L'OUVERTURE	121,6	162,3
Marge brute d'autofinancement	54,6	24,7
Variation du BFR	4,8	5,3
Impôt décaissé	5,6	- 12,4
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	65,1	17,6
FLUX DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	- 19,4	- 15,1
FLUX DE TRESORERIE DE FINANCEMENT	- 36,2	- 46,1
VARIATION DE TRESORERIE	9,5	- 43,5
TRESORERIE A LA CLOTURE	131,1	118,8

▪ **Les flux nets de trésorerie générés par l'activité** s'établissent à 65,1 millions d'euros au 30 juin 2019 répartis entre un flux de + 54,6 millions d'euros pour l'activité Exploitation et un flux de + 10,5 millions d'euros pour l'activité Immobilière. La variation de + 47,5 millions d'euros constatée par rapport au 1^{er} semestre 2018 s'explique par la neutralisation des loyers pour 28,0 millions d'euros dans le cadre de la 1^{ère} application de la norme IFRS 16 et par une variation de l'impôt décaissé de 18 millions d'euros, le solde de + 1,5 million d'euros par une bonne génération de cash-flows opérationnels.

▪ **Les flux d'investissement** représentent - 19,4 millions d'euros et sont constitutifs des principaux mouvements suivants :

- Acquisition nette des subventions d'investissement d'immobilisations incorporelles pour 0,3 million d'euros,
- ▶ Acquisition d'immobilisations corporelles pour - 3,5 millions d'euros, exclusivement en activité Exploitation,

A noter que, somme faite des investissements corporels et incorporels d'Exploitation (- 3,8 millions d'euros au total) et des travaux de rénovation courants cédés en interne de l'activité Immobilière vers l'activité Exploitation pour - 1,0 million d'euros, les dépenses d'investissement corporels et incorporels (« capex de maintien ») s'établissent au total à 4,7 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2019 et représentent 2,1% du chiffre d'affaires Exploitation à comparer à 2,2% sur la même période de l'an passé.

- ▶ Acquisitions d'actifs financiers pour - 1,5 million d'euros, principalement des OPCVM,

- ▶ Effets des variations de périmètre pour - 13,7 millions d'euros, constitutifs des acquisitions de la période,
 - ▶ Autres mouvements pour - 0,3 million d'euros correspondant essentiellement à l'augmentation des dettes sur acquisitions d'immobilisations.
- **Les flux de financement** s'établissent à - 36,2 millions d'euros et se composent des principaux mouvements suivants :
- ▶ Emission de titres désintermédiés NEU CP pour 32,9 millions d'euros, dont 20,2 millions d'euros en activité Exploitation,
 - ▶ Remboursement de titres désintermédiés NEU CP pour - 19,4 millions d'euros en activité Immobilière,
 - ▶ Remboursements d'emprunts bancaires de - 19,3 millions d'euros, constitués d'échéances de prêts amortissables pour - 15,5 millions d'euros en activité Exploitation et de remboursement de crédits portage immobilier et de promotion immobilière pour - 3,8 millions d'euros,
 - ▶ Encaissements provenant d'emprunts bancaires pour + 1,1 millions d'euros en activité Exploitation,
 - ▶ Remboursement des dettes financières sur les obligations locatives pour - 23,0 millions d'euros,
 - ▶ Coût de l'endettement net payé sur la période de - 7,5 millions d'euros,
 - ▶ Versement de dividendes aux actionnaires minoritaires pour - 0,7 million d'euros,
 - ▶ Autres mouvements peu significatifs pour - 0,3 million d'euros.

La trésorerie nette du Groupe ressort ainsi à fin juin 2019 à **131,1 millions d'euros** contre 121,6 millions d'euros à fin décembre 2018. L'activité Exploitation dispose d'une trésorerie nette au 30 juin 2019 de 125,6 millions d'euros.

5. PERSPECTIVES

Développement

La reprise au 1^{er} janvier 2019 d'un SSR polyvalent d'une capacité de 68 lits représente un chiffre d'affaires complémentaire de 1,9 million d'euros sur le 1^{er} semestre 2019 et de 3,5 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2019.

Le Groupe dispose d'ores et déjà d'un deal-flow sécurisé de 884 lits dont la moitié provient du secteur public ou associatif.

Le parc de lits exploités de 7 547 lits et places à date du présent rapport devrait être porté à 8 130 lits et places en janvier 2020 en lien avec un programme d'ouvertures et de reprises d'établissements à cheval sur la fin d'année 2019 et le début d'exercice 2020. L'augmentation du parc sera principalement d'origine sanitaire puisque la variation prévue de 583 lits se répartit entre 453 lits et places en cliniques SSR et 130 lits d'EHPAD et d'Unités de Soins de Longue Durée.

Le parc ainsi dimensionné devrait générer en base annuelle une activité d'Exploitation supérieure à 525 millions d'euros.

Sur les prochains exercices, le Groupe entend poursuivre un développement sélectif, en cohérence avec ses orientations stratégiques dont l'ambition est de :

- Répondre aux besoins de santé des territoires en coopération avec les partenaires locaux autour de projets de filières et de dispositifs de mutualisation de moyens,
- Spécialiser l'offre hôtelière et médicale (gamme en EHPAD, spécialités en SSR),
- Renforcer la coordination au domicile (expérimentation d'EHPAD hors les murs) et développer l'ambulatoire via des projets thérapeutiques associant des prestataires de soin à domicile et des professionnels de santé,
- Intégrer et transformer les croissances externes dans le respect du projet d'entreprise LNA Santé.

Le Groupe entend déployer sur chacun de ses métiers le projet d'exploitation qui repose notamment sur une taille critique d'unité d'hébergement et de soin, des processus métiers éprouvés, une organisation et un management de proximité, et ce afin d'offrir les meilleures conditions de prise en soin tout en assurant la pérennité économique sur le long terme.

	Nb éta.	Jun 19*	2022**	var.
EHPAD	44	101	106	6%
<i>EHPAD Elégance</i>	38	96	103	7%
<i>EHPAD Confort</i>	6	128	129	0%
Maison de Repos Belge	4	139	145	4%
Clinique SSR et Psy	14	149	173	16%
Tous secteurs	62	114	122	7%

* taille existante hors acquisitions 2019

** taille cible hors nouveaux développements

Le plan de développement privilégiera les opérations se situant sur nos territoires d'implantation permettant de disposer à terme d'une offre de services de santé globale avec un objectif de densification du maillage territorial et d'intégration de l'ensemble de nos solutions métiers.

L'objectif inscrit dans le plan stratégique Grandir Ensemble de disposer d'un parc de 10 850 lits à l'horizon de 2022 intègre un rythme d'acquisition et de restructuration de 600 lits par an.

Immobilier

L'année 2019 est marquée par la livraison de 7 opérations pour un total représentant à la date de réception 1 133 lits neufs ou remis à neuf dont 395 nouveaux lits liés à des extensions ou des ouvertures de sites.

Le second semestre prévoit ainsi l'extension des plateaux techniques d'hôpital de jour à Breteuil pour une capacité additionnelle de + 35 places (10 en polyvalent, 15 en gériatrie et 10 en neurologie), l'ouverture de l'Institut de Réadaptation d'Achères de 164 lits et places dont 119 lits en hospitalisation complète (23 en locomotion, 31 en neurologie, 35 en gériatrie et 30 en pneumologie) et 45 places en hôpital de jour (20 en locomotion, 10 en gériatrie, 5 en pneumologie et 10 en neurologie), et enfin l'ouverture d'un 7^{ème} EHPAD Confort d'une capacité de 125 lits et 12 places d'accueil de jour.

Le planning des opérations concerne 30% des capacités du parc autorisé. Il conduit à augmenter de 8% la capacité existante du parc de lits et places en exploitation. Le détail des opérations se présente comme suit :

Programme immobilier-Département	Secteur opérationnel	Année de livraison	Capacité à livraison	Capacités* additionnelles
<i>Extension IM Romainville-93 / Livrée au S1 2019</i>	MSF	2019	215	84
<i>Construction IRCH-22 / Livrée au S1 2019</i>	MSF	2019	195	68
<i>Construction IM Ennery-95 / Livrée au S1 2019</i>	MSF	2019	170	47
Construction IR Achères-78	MSF	2019	164	35
Extension IM Breteuil-60	MSF	2019	168	26
Construction La Queue en Brie-94	LSF	2019	125	125
Extension Parc Saint Charles-28	LSF	2019	96	10
Construction Henriville -80	LSF	2020	98	15
Rénovation Gerhome-92	LSF	2020	106	
Réhabilitation Harmonie-77	LSF	2020	76	
Réhabilitation Les Vergers Vincennes -94	LSF	2020	107	
Extension Villa Amélie-17	LSF	2020	128	2
Extension Mas de la Côte Bleue-13	LSF	2020	110	20
Rénovation Centre Estuaire-44	MSF	2020	68	
Construction Point du Jour-Belgique	LSB	2021	150	24
Extension Les Jardins d'Olonne -85	LSF	2021	115	21
Extension MS Epinay-93	MSF	2021	251	40
Extension IM Serris-77	MSF	2022	118	10
Construction Pessac-33	LSF	2022	120	43
		Lits	2 580	570
		% parc exploité	34%	8%

* Dans le cas d'un transfert de site sans changement de capacité, aucun lit additionnel n'est pris en compte.

Le volume d'activité immobilière est attendu à 50 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2019. Les marges immobilières découleront logiquement du rythme et du calendrier des externalisations mais resteront faibles dans l'intérêt de l'exploitant qui assume la charge des loyers.

Perspectives 2019

Dans la continuité des six premiers mois de l'exercice, la prévision d'un bon niveau d'activité pour le 2nd semestre conduit à réviser d'un point l'objectif annuel de croissance organique du chiffre d'affaires supérieure désormais à 4,5% pour une activité Exploitation attendue en hausse de plus de 35 millions d'euros par rapport à 2018, tout en confirmant le maintien d'une marge d'EBITDA solide pour les sites à maturité. La hausse prévisible du levier financier sera quant à elle progressive, au rythme des acquisitions et devrait se maintenir sous le niveau de 2,0 fin 2019.

Grâce à la montée en régime programmée du secteur sanitaire (Moyen Séjour France), le Groupe dispose d'un levier de croissance du résultat opérationnel hors nouveaux développements.

Cette consolidation de la performance autour des structures à maturité soutiendra une politique de distribution de dividendes progressive et active.

6. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à relever.

7. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre sont ceux détaillés au chapitre 2.2 « Facteurs de risques » du Document de Référence 2018.

Le rythme du développement, la durée des restructurations, l'évolution du taux d'occupation, le respect du calendrier et du budget des opérations immobilières, les aléas liés notamment à la réception des arrêtés en EHPAD et les baisses tarifaires en secteur sanitaire constituent les principaux facteurs susceptibles d'influer sur la progression de l'activité et le niveau de marge, et plus largement sur la situation financière du Groupe.

8. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

L'information figure dans la note 29.2 des états financiers résumés, précisant l'absence de variations significatives des transactions et des soldes au cours du 1^{er} semestre 2019.

Etats Financiers Résumés

Au 30/06/2019

Sommaire

SOMMAIRE.....	28
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	29
ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	30
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ACTIF.....	30
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF.....	31
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	32
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	33
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES.....	34
NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS.....	37

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2019			1er Semestre 2018		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Chiffre d'affaires	2.	230 506	24 970	255 476	214 106	46 307	260 413
Achats consommés		(18 467)	(13 126)	(31 593)	(16 767)	(42 057)	(58 824)
Charges de personnel	3.	(124 435)	(1 246)	(125 681)	(113 863)	(1 196)	(115 059)
Charges externes	4.	(26 151)	(1 138)	(27 289)	(51 858)	(121)	(51 979)
Impôts, taxes et versements assimilés		(9 608)	(393)	(10 001)	(8 167)	(321)	(8 488)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et aux provisions		(28 009)	(558)	(28 568)	(2 341)	(7 287)	(9 628)
Dotations nettes aux dépréciations des créances clients	18.	(38)		(38)	(49)		(49)
Variation de stocks de produits en cours et de produits finis		351	(6 191)	(5 840)	20	5 378	5 398
Autres produits et charges d'exploitation	5.	2 213	(942)	1 271	91	65	156
Compte de liaison		549	(549)		140	(140)	
Résultat opérationnel courant		26 913	825	27 738	21 312	628	21 940
Autres produits opérationnels	6.	3 713	1	3 714	173	1	174
Autres charges opérationnelles	6.	(2 415)	(1 337)	(3 752)	(948)	(244)	(1 192)
Résultat opérationnel		28 210	(510)	27 700	20 537	385	20 922
Coût de l'endettement financier net	7.	(8 339)	(342)	(8 681)	(2 302)	(897)	(3 199)
Autres produits et charges financiers	8.	(349)	(28)	(377)	(4)	(29)	(33)
Résultat avant impôt		19 523	(880)	18 643	18 230	(541)	17 689
Charges d'impôt	9.	(7 661)	185	(7 476)	(6 610)	102	(6 508)
Résultat net des sociétés intégrées		11 862	(695)	11 167	11 620	(439)	11 181
Résultat net de l'ensemble consolidé		11 862	(695)	11 167	11 620	(439)	11 181
Intérêts ne conférant pas le contrôle		292	71	362	407	40	447
Résultat net part du groupe		11 570	(765)	10 805	11 213	(479)	10 734
Résultat par action	10.			1,1196			1,1071
Résultat dilué par action	10.			1,1196			1,1063

Etat du résultat global

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2019			1er Semestre 2018		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Résultat net de l'ensemble consolidé		11 862	(695)	11 167	11 620	(439)	11 181
Autres éléments du résultat global :							
Variation de la juste valeur des instruments financiers	27.	(1 001)	(83)	(1 084)	75		75
Impôts différés sur juste valeur des instruments financiers	16.	242	21	263	(24)		(24)
Éléments recyclables par résultat		(759)	(62)	(821)	51		51
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	22.	54		54	344		344
Impôts différés sur écarts actuariels sur engag. retraite	16.	12		12	(138)		(138)
Éléments non recyclables par résultat		66		66	206		206
Autres éléments du résultat global		(693)	(62)	(755)	257		257
Résultat global de l'exercice		11 169	(757)	10 412	11 877	(439)	11 438
Dont part du groupe		10 865	(828)	10 037	11 465	(479)	10 986
Dont intérêts ne conférant pas le contrôle		304	71	375	412	40	452

Situation financière consolidée actif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019			31/12/2018		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Actifs non courants		865 514	10 157	875 671	376 994	29 652	406 646
Ecarts d'acquisition	11.	91 627	885	92 513	91 618	1 320	92 938
Immobilisations incorporelles	12.	248 542		248 542	233 657		233 657
Immobilisations corporelles	13.	48 756	3 564	52 320	49 234	25 032	74 266
Actifs financiers non courants	14.	3 775	94	3 869	2 236	94	2 330
Droits d'utilisation des contrats de location	15.	470 063	3 008	473 071			
Impôts différés actif	16.	2 750	2 606	5 357	249	3 207	3 456
Actifs courants		186 049	127 107	313 156	171 496	144 593	316 089
Stocks et en-cours	17.	2 513	90 162	92 675	2 148	100 123	102 270
Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés	18.	34 176	26 446	60 621	30 007	27 730	57 736
Autres actifs courants	19.	22 973	4 785	27 758	16 845	10 637	27 482
Créances d'impôt		745	194	938	6 130	337	6 468
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.	125 642	5 522	131 164	116 366	5 767	122 133
TOTAL ACTIF		1 051 563	137 264	1 188 828	548 490	174 246	722 736

Situation financière consolidée passif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019			31/12/2018		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Capitaux propres totaux	21.	194 881	(8 857)	186 025	212 296	(7 982)	204 314
Capital social		19 412		19 412	19 412		19 412
Primes d'émission		49 912		49 912	49 912		49 912
Réserves consolidées		107 131	(8 252)	98 878	112 532	(6 372)	106 160
Résultat part du groupe		11 570	(765)	10 805	23 296	(1 771)	21 525
Capitaux propres du groupe		188 025	(9 018)	179 007	205 152	(8 142)	197 010
Intérêts ne conférant pas le contrôle		6 856	161	7 018	7 144	160	7 304
Passifs non courants		642 563	4 652	647 214	199 949	27 304	227 252
Engagements de retraite et avantages assimilés	22.	7 141	23	7 164	6 577	19	6 596
Provisions pour risques non courantes	23.	1 027		1 027	1 034		1 034
Impôts différés passifs	16.	37 871	699	38 570	42 885	1 327	44 212
Emprunts et dettes financières non courants	24.	133 807	418	134 226	146 573	25 255	171 828
Obligations locatives non courantes	15.	460 320	2 829	463 149			
Autres éléments non courants	25.	2 396	682	3 078	2 880	702	3 583
Passifs courants		214 119	141 469	355 589	136 245	154 924	291 170
Provisions pour risques courantes	23.	5 386	518	5 904	6 682	206	6 888
Dettes fournisseurs et avances reçues		36 860	8 595	45 455	36 472	20 963	57 436
Emprunts et dettes financières courants	24.	45 095	108 312	153 407	25 326	119 652	144 979
Obligations locatives courantes	15.	47 076	292	47 367			
Autres passifs courants	26.	77 198	17 759	94 956	68 602	12 868	81 470
Dettes d'impôts courants		8 010	488	8 499	43	354	397
Compte de liaison		(5 506)	5 506		(880)	880	
TOTAL PASSIF		1 051 563	137 264	1 188 828	548 490	174 246	722 736

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	1er semestre 2019			1er semestre 2018		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
OPERATIONS D'ACTIVITES							
Résultat net de l'ensemble consolidé				11 167			11 181
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :							
<i>Amortissements et provisions</i>				27 993			4 136
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	7.			8 681			3 199
<i>Charges d'impôt</i>	9.			7 476			6 508
<i>Plus ou moins-values de cession</i>				133			173
<i>Dividendes reçus</i>				(2)			
<i>Autres produits et charges</i>				(825)			(492)
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt		54 151	472	54 623	23 490	1 217	24 705
Variation du besoin en fonds de roulement		(5 380)	10 214	4 834	5 795	(474)	5 321
<i>Stocks</i>		(646)	12 301	11 654	(92)	1 342	1 250
<i>Créances</i>		(8 115)	7 136	(978)	1 749	(14 067)	(12 318)
<i>Dettes</i>		3 381	(9 223)	(5 842)	4 138	12 251	16 389
Impôt décaissé		5 792	(156)	5 636	(12 268)	(118)	(12 386)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		54 563	10 531	65 093	17 017	625	17 640
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT							
Acquisition d'immobilisations incorporelles	12.			(264)			(970)
Acquisition d'immobilisations corporelles	13.			(3 506)			(4 227)
Acquisition d'actifs financiers non courants	14.			(1 535)			(401)
Var. des dettes sur acquisition d'immobilisations				(567)			(580)
Cession d'immobilisations incorporelles							44
Cession d'immobilisations corporelles				204			59
Cession d'immobilisations financières	14.			47			13
Dividendes reçus				2			
Trésorerie nette sur acquisition et cessions de filiales				(13 736)			(9 067)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(14 629)	(4 725)	(19 354)	(14 199)	(930)	(15 129)
OPERATIONS DE FINANCEMENT							
Dividendes versés aux minoritaires				(743)			(710)
Dividendes versés aux actionnaires de la mère							14
Actions propres et autres éléments non courants							(111)
Emissions d'emprunts désintermédiés	24.			32 900			25 054
Emissions d'emprunts bancaires	24.			1 100			15 042
Augmentation des dettes financières diverses	24.			2 001			1 650
Remboursement des emprunts désintermédiés	24.			(19 400)			(25 054)
Remboursement des emprunts bancaires	24.			(19 291)			(57 038)
Remboursement des obligations locatives	15.			(22 952)			
Remboursement des dettes financières diverses	24.			(2 323)			(2 880)
Coût financier décaissé				(7 528)			(2 026)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(30 208)	(6 028)	(36 235)	(45 945)	(112)	(46 059)
Trésorerie à l'ouverture		115 866	5 734	121 600	157 085	5 223	162 308
Trésorerie à la clôture	20.	125 593	5 511	131 104	113 957	4 802	118 759
VARIATION DE TRESORERIE		9 727	(223)	9 504	(43 129)	(421)	(43 550)

Variations des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Note	Nombre Actions	Capital social	Primes d'émission	Actions Propres	Réserves et résultat	Capitaux propres groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 31/12/2017		9 705 937	19 412	49 912	(672)	112 039	180 691	7 102	187 793
Neutralisation des actions auto-détenues					(97)	(14)	(111)		(111)
Plan d'attribution d'actions gratuites conditionnée						85	85		85
Autres variations						(26)	(26)		(26)
Distribution de dividendes ⁽¹⁾						(3 097)	(3 097)	(710)	(3 807)
Total des transactions avec les actionnaires					(97)	(3 052)	(3 149)	(710)	(3 859)
Résultat net de la période						10 734	10 734	447	11 181
Autres éléments du résultat global						251	251	4	255
Résultat global						10 985	10 985	451	11 436
Situation au 30/06/2018		9 705 937	19 412	49 912	(769)	119 972	188 527	6 843	195 371
Situation au 31/12/2018	21.	9 705 937	19 412	49 912	(2 427)	130 113	197 010	7 304	204 314
Impact de première application IFRS 16	1.					(25 897)	(25 897)	(1 301)	(27 198)
Situation au 01/01/2019		9 705 937	19 412	49 912	(2 427)	104 216	171 113	6 003	177 116
Neutralisation des actions auto-détenues					(69)	12	(57)		(57)
Variation de périmètre						1 422	1 422	1 383	2 805
Plan d'attribution d'actions gratuites conditionnée						159	159		159
Distribution de dividendes ⁽¹⁾						(3 667)	(3 667)	(743)	(4 410)
Total des transactions avec les actionnaires					(69)	(2 074)	(2 143)	640	(1 503)
Résultat net de la période						10 805	10 805	362	11 167
Autres éléments du résultat global						(768)	(768)	13	(755)
Résultat global						10 037	10 037	375	10 412
Situation au 30/06/2019	21.	9 705 937	19 412	49 912	(2 496)	112 179	179 007	7 018	186 025

⁽¹⁾ L'Assemblée Générale du 19 juin 2019 a approuvé la distribution de dividendes de 0,38 euro par action au titre de l'exercice 2018, qui a été versée en numéraire le 10 juillet 2019, à comparer à un dividende de 0,32 euro par action au titre de l'exercice 2017.

Le montant des réserves non distribuables s'élève à 4 248 milliers d'euros au 30 juin 2019, contre 3 844 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2018.

L'impact des variations de périmètre est présenté en Note 31 du présent document.

Annexes aux comptes consolidés

1. Faits marquants de la période

EVOLUTION DU PARC DE LITS

Le Groupe a complété sur le 1^{er} semestre le parc en exploitation de 289 lits et places à 7 547 lits avec les mouvements suivants :

- Une mise en exploitation de + 5 places en soin ambulatoire sur un SSR,
- Des extensions capacitaires de + 191 lits et places sur 2 SSR reconstruits et un SSR agrandi,
- Une reprise d'un SSR de spécialité de + 68 lits et places au 1 janvier 2019,
- Une mise en exploitation de + 25 places sur 3 structures d'HAD.

Au 30 juin 2019, le réseau en exploitation compte 7 547 lits et places répartis sur 69 établissements au sein de 44 EHPAD (4 433 lits), 4 Maisons de Repos en Belgique (555 lits), 13 Soins de Suite et Réadaptation (1 875 lits), 1 Clinique psychiatrique (211 lits) et 7 structures d'hospitalisation à domicile (473 places).

Au 30 juin 2019, le portefeuille de lits à installer sur les prochains exercices s'établit à 884 unités. Il intègre 522 places en secteur sanitaire (472 places en SSR et 50 places en HAD), 339 lits d'EHPAD et 23 lits en Belgique.

2. Référentiel Comptable, Modalités de consolidation, Méthodes et règles comptables

2.1. Principes de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués conformément aux règles édictées par les IFRS.

Les effets de saisonnalité sont limités au nombre de jours d'activité qui est légèrement supérieur au second semestre de chaque année civile par rapport à celui du premier semestre.

En date du 17 septembre 2019, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers de la période close au 30 juin 2019.

2.2. Méthodes comptables

Les états financiers consolidés du semestre clos au 30 juin 2019 ont été établis en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2019. Ces normes sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés du groupe LNA Santé ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers du Groupe de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

Normes, interprétations et amendements aux normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019

Sont concernés les textes suivants :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE
IFRS 16 « Contrats de location »	31 octobre 2017
Amendement à IFRS 9 « clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative »	22 mars 2018
Amendements à IAS 28 « Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises »	08 février 2019
Amendements à IAS 19 « Modification, réduction ou liquidation d'un régime »	Non adopté
Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2015-2017	Non adopté
IFRIC 23 « Comptabilisation des positions fiscales incertaines »	23 octobre 2018

La norme IFRS 16 « Contrats de location », applicable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2019, a été adoptée par l'Union Européenne le 31 octobre 2017. Les principes de comptabilisation et d'évaluation désormais applicables aux contrats de location sont précisés dans le paragraphe « Contrats de location » des méthodes comptables, et les informations requises par la norme IAS 8 et la norme IFRS 16 sur les effets de son application par le Groupe sont détaillées en Note 1.

Les autres normes et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2019 sont sans impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2019.

Normes, interprétations et amendements non encore appliqués

Sont concernées les normes suivantes :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE	Date d'entrée en vigueur ⁽¹⁾
IFRS 17 Contrats d'assurance	Non adopté	1 ^{er} janvier 2021
Amendements IFRS 10/ IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou JV »	Non adopté	Reporté <i>sine die</i> par l'IASB
Amendement à IFRS 3 « Définition d'une entreprise »	Non adopté	1 ^{er} janvier 2020
Amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition de significatif »	Non adopté	1 ^{er} janvier 2020
Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS	Non adopté	1 ^{er} janvier 2020

⁽¹⁾ Sous réserves d'adoption par l'Union Européenne. Applicable à compter des exercices ouverts au :

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations approuvées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2019.

Contrats de location

Le Groupe évalue si un contrat est un contrat de location selon IFRS 16 en appréciant, à la date d'entrée, si ce dernier porte sur un actif spécifique, si le Groupe obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation de l'actif et a la capacité de contrôler l'utilisation de cet actif.

Les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme au titre des contrats d'une durée initiale inférieure ou égale à douze mois et des biens de faible valeur unitaire à neuf, que le Groupe a défini comme étant inférieure ou égale à 5 000 euros, sont utilisées. Par ailleurs, le retraitement IFRS16 du parc de véhicules est considéré comme non significatif et ne fait pas l'objet de retraitement. En conséquence, les loyers afférents à ces contrats sont enregistrés au compte de résultat de manière linéaire sur la durée de location

Lors de la comptabilisation initiale d'un contrat, le droit d'usage et la dette de location sont évalués par actualisation des loyers futurs, sur la durée du contrat de location en prenant en compte les hypothèses de renouvellement des baux ou de résiliation anticipée si ces options sont raisonnablement certaines d'être exercées.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour chaque bien, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de commencement du contrat. Ce taux correspond au taux d'intérêt qu'obtiendrait l'entité preneuse, au commencement du contrat de location, pour financer l'acquisition du bien loué. Ainsi, le Groupe calcule une courbe de taux zéro-coupon en fonction de son profil de risque (taille, notation et volatilité), qui permet d'actualiser les flux combinés futurs des portefeuilles de loyers des entités consolidées, quels que soient leurs échéanciers. Sur cette base, un taux équivalent constant applicable à la chronique de loyers à actualiser est défini et appliqué aux contrats.

Ultérieurement, le droit d'utilisation est amorti sur la durée attendue de location. La dette est, quant à elle, évaluée au coût amorti ; c'est-à-dire augmentée des intérêts calculés comptabilisés en résultat financier, et réduite du montant des loyers versés.

L'application pour la première fois au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS16 a des impacts significatifs dans les comptes consolidés. Ces impacts sont présentés dans la Note 1.

2.3. Principes de présentation de l'information financière semestrielle

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- impôts sur les résultats : la charge d'impôt, incluant la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par entité fiscale auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet,
- avantages au personnel : les charges nettes liées à ces avantages sont comptabilisées sur la base d'une évaluation établie à la date d'arrêté des comptes et des éléments retenus pour les évaluations actuarielles de l'exercice précédent.

2.4. Estimations de la direction

Les principales opérations pour lesquelles le Groupe a recours à des jugements et estimations sont identiques à celles décrites en chapitre 2.4.1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018, à l'exception des contrats de location résultant de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

Comme décrit dans le chapitre précédent, l'évaluation du droit d'utilisation et de la dette de location repose sur des estimations et des hypothèses. Celles-ci portent principalement sur les durées des contrats de location retenues, qui incluent les options de prolongation ou de résiliation anticipée que le Groupe a une certitude raisonnable d'exercer.

3. Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2019, le Groupe consolidé LNA Santé se compose de 118 sociétés. Le périmètre des sociétés ainsi que les méthodes de consolidation sont décrits en Note 31 du présent document.

4. Événements postérieurs à la clôture

TAUX D'IMPOT SUR LES SOCIETES

La loi du 24 juillet 2019 a modifié la trajectoire de la baisse de taux d'impôt sur les sociétés en France. Le taux d'impôt sur les sociétés sur l'exercice 2019 devait initialement passer de 33% à 31%. Suite au vote de cette loi, il restera à 33% sur l'exercice 2019. Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », le Groupe a comptabilisé son impôt au 30 juin 2019 au dernier taux voté avant la clôture, soit 31%.

Notes sur les principaux postes des états financiers

Note 1. Première application de la norme IFRS 16

Note 2. Chiffre d'affaires

Note 3. Charges de personnel

Note 4. Charges externes

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

Note 7. Coût de l'endettement financier net

Note 8. Autres produits et charges financiers

Note 9. Impôt sur le résultat

Note 10. Résultat par action et résultat dilué par action

Note 11. Ecart d'acquisition

Note 12. Immobilisations incorporelles

Note 13. Immobilisations corporelles

Note 14. Actifs financiers non courants

Note 15. Droits d'utilisation sur contrats de location

Note 16. Impôts différés

Note 17. Stocks et en-cours de production

Note 18. Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés

Note 19. Autres actifs courants

Note 20. Trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie

Note 21. Capitaux propres du Groupe

Note 22. Engagements de retraite et avantages assimilés

Note 23. Provisions

Note 24. Emprunts et dettes financières courants et non courants

Note 25. Autres éléments non courants

Note 26. Autres passifs courants

Note 27. Instruments financiers

Note 28. Engagements hors bilan

Note 29. Autres informations

Note 30. Actifs et passifs financiers

Note 31. Périmètre de consolidation au 30 juin 2019

Note 1. Première application de la norme IFRS 16

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location ». Les principaux changements induits par la norme IFRS 16 sont les suivants :

- Comptabilisation à compter du 1^{er} janvier 2019 de droits d'utilisation au titre des contrats de location remplissant les critères de capitalisation définis par la norme IFRS 16 ;
- Comptabilisation à partir du 1^{er} janvier 2019 d'une dette financière au titre de l'obligation de paiement des loyers durant la durée estimée de ces contrats ;
- Comptabilisation d'une charge d'amortissement du droit d'utilisation de l'actif et d'une charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers qui se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers ;
- Amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité et détérioration des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a choisi de retenir comme méthode de transition la méthode rétrospective simplifiée avec option pour le calcul rétrospectif du droit d'utilisation. Selon cette méthode, les comptes consolidés 2018 ne sont pas retraités.

Pour faciliter la transition, le Groupe s'est doté d'un outil permettant de réaliser pour chaque contrat remplissant les critères de capitalisation IFRS 16 une évaluation des droits d'utilisation et de la dette financière liée conformément à IFRS 16.

Concernant les durées de location, le Groupe a retenu des hypothèses de renouvellement ou de résiliation anticipée sur la base de son estimation des options raisonnablement certaines d'être exercées. La durée moyenne retenue pour les contrats au 1^{er} janvier 2019 est de 9,9 années, la plus courte étant de 1,8 année et la plus longue de 15,9 années.

Le taux d'actualisation moyen pondéré appliqué par le Groupe pour le calcul de la dette locative au 1^{er} janvier 2019 sur la durée résiduelle des contrats ressort à 2,29%. Des tests de sensibilité ont démontré la faible sensibilité de la valorisation du droit d'utilisation à la variation des taux.

Impact à la transition au 1^{er} janvier 2019

En application de la méthode de transition retenue, la mise en œuvre de la norme se traduit par un impact sur l'endettement financier net de 486,7 millions d'euros et par la reconnaissance d'un actif au titre d'un droit d'utilisation de 450,3 millions d'euros. L'effet cumulé de l'application d'IFRS 16, net d'impôts différés, a été imputé sur les réserves consolidées pour 27,2 millions d'euros.

En milliers d'euros	Bilan 31/12/2018	Impact Première	1 ^{er} janvier 2019 avec
	publié	Application IFRS 16	IFRS 16
	Total	Total	Total
Actifs non courants	406 646	452 237	858 883
Ecart d'acquisition	92 938		92 938
Immobilisations incorporelles	233 657		233 657
Immobilisations corporelles	74 266	(22 286)	51 979
Actifs financiers non courants	2 330		2 330
Droits d'utilisation des contrats de location		472 618	472 618
Impôts différés actif	3 456	1 905	5 361
Actifs courants	316 089		316 089
Stocks et en-cours	102 270		102 270
Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés	57 736		57 736
Autres actifs courants	27 482		27 482
Créances d'impôt	6 468		6 468
Trésorerie et équivalents de trésorerie	122 133		122 133
TOTAL ACTIF	722 736	452 237	1 174 972
Capitaux propres totaux	204 314	(27 198)	177 116
Capital social	19 412		19 412
Primes d'émission	49 912		49 912
Réserves consolidées	106 160	(25 897)	80 264
Résultat part du groupe	21 525		21 525
Capitaux propres du groupe	197 010	(25 897)	171 113
Intérêts ne conférant pas le contrôle	7 304	(1 301)	6 003
Passifs non courants	227 252	435 329	662 582
Engagements de retraite et avantages assimilés	6 596		6 596
Provisions pour risques non courantes	1 034		1 034
Impôts différés passifs	44 212	(7 287)	36 925
Emprunts et dettes financières non courants	171 828	(25 423)	146 406
Obligations locatives non courantes		468 039	468 039
Autres éléments non courants	3 583		3 583
Passifs courants	291 170	44 105	335 275
Provisions pour risques courantes	6 888		6 888
Dettes fournisseurs et avances reçues	57 436		57 436
Emprunts et dettes financières courants	144 979	(1 282)	143 697
Obligations locatives courantes		45 387	45 387
Autres passifs courants	81 470		81 470
Dettes d'impôts courants	397		397
Compte de liaison			
TOTAL PASSIF	722 736	452 237	1 174 972

Le montant comptabilisé au 1^{er} janvier 2019 en droits d'utilisation concerne entièrement les locations immobilières, les autres contrats de location étant exemptés ou considérés par le Groupe comme non significatifs.

L'impact du retraitement à la date d'application de la norme est sans effet sur le tableau de flux de trésorerie des comptes clos au 30 juin 2019, à l'exception d'un reclassement entre les flux de trésorerie liés à l'activité et les flux de trésorerie liés aux opérations de financement, s'agissant d'éléments sans effet sur la trésorerie.

Les écarts entre les engagements de location simple présentés en application d'IAS 17 dans la Note 27.2 au 31 décembre 2018 et la dette locative estimée selon IFRS 16 concernant ces mêmes contrats au 1^{er} janvier 2019 s'expliquent de la manière suivante :

En milliers d'euros	
Engagements de location simple en tant que preneur au 31/12/2018	399 109
Contrats non comptabilisés en application des exemptions d'IFRS 16	(2 942)
Différence dans les durées retenues liées aux options de prolongation dont l'exercice est raisonnablement certain	168 058
Autres effets	8 359
Obligations locatives non actualisées au titre d'IFRS 16 au 01/01/2019	572 584
Effet de l'actualisation	(84 881)
Obligations locatives actualisées au titre d'IFRS 16 au 01/01/2019	487 703
Contrats de location-financement existants	25 723
Obligations locatives au titre d'IFRS 16 au 01/01/2019	513 426

Impact sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2019

Au 30 juin 2019, la valeur nette de l'actif au titre du droit d'utilisation s'élève à 473,1 millions d'euros et le montant de la dette liée à l'obligation locative à 510,5 millions d'euros. Sur le premier semestre, la charge d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation s'élève à 23,8 millions d'euros et les intérêts de la dette liés à l'obligation locative à 6,2 millions d'euros.

Note 2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe se décompose de la manière suivante :

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Activité Exploitation		230 506	214 106
Long Séjour France	29.	118 278	114 460
EHPAD Elégance		101 302	97 877
EHPAD Confort		16 976	16 584
Belgique	29.	13 439	13 825
Moyen Séjour	29.	97 649	85 050
SSR/PSY		76 209	67 294
HAD		21 440	17 756
Autres	29.	1 140	771
Activité Immobilier	29.	24 970	46 307
TOTAL		255 476	260 413

Le chiffre d'affaires lié à l'activité Exploitation est reconnu à mesure que les services sont rendus. Le chiffre d'affaires lié à l'activité Immobilier est reconnu à l'avancement. Les prestations ayant fait l'objet d'un acte de vente en VEFA, mais non encore reconnues en chiffre d'affaires à l'avancement s'élèvent au 30 juin 2019 à 6 935 milliers d'euros.

Note 3. Charges de personnel

En milliers d'euros	1er Semestre 2019			1er Semestre 2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Salaires et traitements	(90 801)	(891)	(91 691)	(83 187)	(861)	(84 048)
Paiements en actions	(159)		(159)	(85)		(85)
Charges sociales	(30 774)	(339)	(31 113)	(28 711)	(329)	(29 040)
Participation des salariés	(2 256)	(14)	(2 270)	(1 400)	(3)	(1 403)
Provision engagements de retraite	(445)	(3)	(448)	(480)	(3)	(483)
TOTAL	(124 435)	(1 246)	(125 681)	(113 863)	(1 196)	(115 059)
Effectifs par sexe			5 395			5 044
Hommes			1 128			874
Femmes			4 267			4 170
Effectifs par catégorie professionnelle			5 395			5 044
Cadres et professions supérieures			574			527
Employés			4 821			4 517

La variation des charges de personnel provient essentiellement de la croissance de l'activité sur le secteur Moyen Séjour (SSR et HAD), des opérations de croissance externe, ainsi que des primes de pouvoir d'achat versées début 2019.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été supprimé au 1^{er} janvier 2019 et remplacé par des baisses de cotisations sociales.

La baisse du taux de charges sociales est liée notamment au versement des primes de pouvoir d'achat (exonérées de charges).

Note 4. Charges externes

Les charges externes du Groupe s'établissent à 27,3 millions d'euros au 30 juin 2019 contre 52,0 millions d'euros l'an passé. La variation s'explique essentiellement par la première application de la norme IFRS 16, qui a conduit à l'élimination des loyers rentrant dans le champ d'application de la norme pour 28 millions d'euros (voir Note 1). Le solde des charges externes concerne principalement la sous-traitance pour 6,6 millions d'euros (contre 5,7 millions d'euros l'an passé) et les honoraires pour 5,8 millions d'euros (contre 6,1 millions d'euros au 30 juin 2018).

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	1er Semestre 2019			1er Semestre 2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Subventions d'exploitation	2 009		2 009	1 724		1 724
Autres produits	770	132	902	936	72	1 008
Autres produits d'exploitation	2 779	132	2 911	2 660	72	2 732
Autres charges	(566)	(1 074)	(1 640)	(2 569)	(7)	(2 576)
Autres charges d'exploitation	(566)	(1 074)	(1 640)	(2 569)	(7)	(2 576)
TOTAL	2 213	(942)	1 271	91	65	156

Le poste « Autres produits » est constitué principalement de reprises en résultat de subventions d'investissement et de produits liés à des créances clients.

Le poste « Autres charges » est constitué principalement de pertes liées à des créances clients et à des litiges.

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	1er Semestre 2019			1er Semestre 2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits sur cessions d'actifs	203	1	204	11	1	12
Autres produits	706		706	23		23
Reprises sur provisions	2 803		2 803	139		139
Autres produits opérationnels	3 713	1	3 714	173	1	174
Valeur comptable des actifs cédés	(338)		(338)	(276)		(276)
Autres charges	(1 116)	(46)	(1 162)	(141)		(141)
Dotations aux provisions	(961)	(1 291)	(2 251)	(531)	(244)	(775)
Autres charges opérationnelles	(2 415)	(1 337)	(3 752)	(948)	(244)	(1 192)
TOTAL	1 297	(1 335)	(38)	(775)	(243)	(1 018)

Au 1^{er} semestre 2019, le poste « Autres produits » comprend un écart d'acquisition négatif pour 636 milliers d'euros lié à l'acquisition de la Clinique de l'Aurore (voir Note 31).

Au 1^{er} semestre 2019, le poste « Dotations aux provisions » comprend principalement des dépréciations immobilières pour 819 milliers d'euros. Le poste « Reprises sur provisions » quant à lui comprend essentiellement des reprises de dépréciations d'autorisations d'exploiter pour 1 205 milliers d'euros ainsi que l'extinction de risques liés aux départs de sites sur l'exploitation pour 1 340 milliers d'euros. Les charges liées à ces départs de site sont comprises dans le poste « Autre charges ».

Au 1^{er} semestre 2018, le poste « Dotations aux provisions » comprend des dépréciations d'autorisations d'exploiter ainsi que des risques liés à des départs de sites.

Note 7. Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros	1er Semestre 2019			1er Semestre 2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits issus des placements financiers	52	0	52	46		46
Intérêts des dettes financières ⁽¹⁾	(8 391)	(342)	(8 733)	(2 348)	(897)	(3 245)
Coût de l'endettement financier net	(8 339)	(342)	(8 681)	(2 302)	(897)	(3 199)

⁽¹⁾ Les intérêts des dettes financières intègrent au 30 juin 2019 un effet du coût amorti des frais d'émission de dettes pour 218 milliers d'euros.

La variation du coût de l'endettement financier net est essentiellement liée à la première application de la norme IFRS 16 (cf Note 15). Les intérêts sur obligations locatives s'élèvent à 6,2 millions d'euros au 30 juin 2019.

Note 8. Autres produits et charges financiers

En milliers d'euros	1er Semestre 2019			1er Semestre 2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits financiers issus des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers						
Autres produits financiers	165	16	181	150	5	155
Produits financiers	165	16	181	150	5	155
Charges financières issues des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers						
- instruments financiers dérivés	(432)		(432)	(116)		(116)
Dotations aux provisions à caractère financier	(124)		(124)	(72)		(72)
Autres charges financières		(2)	(2)			
Compte de liaison	41	(41)		34	(34)	
Charges financières	(514)	(43)	(557)	(154)	(34)	(188)
Autres produits et charges financières	(349)	(28)	(377)	(4)	(29)	(33)

Note 9. Impôt sur les résultats

1. Ventilation impôt exigible – impôt différé

En milliers d'euros	1er Semestre 2019			1er Semestre 2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Impôt exigible	(7 624)	(433)	(8 057)	(6 436)	256	(6 180)
Impôt différé	(37)	619	582	(174)	(154)	(328)
TOTAL	(7 661)	185	(7 476)	(6 610)	102	(6 508)

2. Justification de la charge d'impôt

En milliers d'euros	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	18 643	17 689
Taux d'impôt de la société consolidante	32,02%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(5 969)	(6 090)
Différences permanentes	(1 507)	(418)
- Effets de la CVAE ⁽¹⁾	(1 877)	(1 676)
- Autres décalages permanents ⁽²⁾	61	1 011
- Effets de la comptabilisation en résultat des écarts d'acquisition	65	(84)
- Taxation sur dividendes	(88)	(71)
- Effets de la non-reconnaissance des impôts différés sur déficits	58	56
- Ecart de taux	274	346
Charge d'impôt effective	(7 476)	(6 508)
Impôt comptabilisé (charge)	(7 476)	(6 508)
Taux d'impôt effectif	40,10%	36,79%

⁽¹⁾ La CVAE est présentée sur la ligne « charges d'impôt » du compte de résultat.

⁽²⁾ Sur le 1^{er} semestre 2018 la ligne « Autres décalages permanents » intégrait notamment les effets du CICE, crédit d'impôt non imposé présenté en diminution des charges de personnel. Le CICE a été supprimé au 1^{er} janvier 2019.

Le Groupe a comptabilisé son impôt au 30 juin 2019 au dernier taux voté avant la clôture, soit 31% augmenté de la contribution additionnelle de 3,3%, conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », comme expliqué au paragraphe 4. Evénements postérieurs à la clôture.

Note 10. Résultat par action et résultat dilué par action

	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Résultat net part du groupe (en milliers d'euros)	10 805	10 734
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	1,1196	1,1071
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) ⁽¹⁾	9 650	9 696
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	1,1196	1,1081
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) ⁽²⁾	9 650	9 687

⁽¹⁾ Pour la période close au 30 juin 2019, le nombre moyen d'actions en circulation après neutralisation des actions d'auto-détention s'élève à 9 650 milliers contre 9696 milliers pour la période close au 30 juin 2018.

⁽²⁾ Le nombre moyen d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat par action dilué ne comprend pas d'actions potentiellement dilutives au 30 juin 2019.

Note 11. Ecart d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2018	Acquisitions Dotations	Cessions	30/06/2019
Moyen Séjour France	34 666	10		34 676
Long Séjour France	57 541			57 541
Belgique	1 564			1 564
Immobilier	2 313			2 313
Autres	274			274
Valeur Brute	96 358	10		96 368
Perte de valeur	(3 420)	(434)		(3 854)
Valeur Nette	92 938	(425)		92 513

La variation des écarts d'acquisition concerne les acquisitions de la période et des ajustements de prix, ainsi que des ajustements de la juste valeur des actifs et passifs antérieurement acquis dans le délai de douze mois suivant la date de prise de contrôle.

Les variations de périmètre de la période sont décrites en Note 31.

Les pertes de valeur constatées sur le 1^{er} semestre 2019 concernent des opérations immobilières.

Note 12. Immobilisations incorporelles

1. Variations des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles concernent uniquement l'activité Exploitation.

En milliers d'euros	31/12/2018	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements	30/06/2019
Concessions, brevets	11 652	378	(40)	200	(195)	11 996
Autorisations d'exploiter	235 282			13 839		249 121
Autres immobilisations incorporelles	277					277
Avances et acomptes						
Immobilisations incorporelles en cours	213	2			(16)	199
Valeurs Brutes	247 424	380	(40)	14 040	(211)	261 593
Amort. concessions, brevets	7 852	633	(82)	159	(228)	8 335
Amort. autorisations d'exploiter						
Amort. autres immobilisations incorporelles	176	7				183
Amortissements	8 028	640	(82)	159	(228)	8 518
Perte de valeur des autorisations d'exploiter	5 739		(1 205)			4 533
Valeurs Nettes	233 657	(260)	1 247	13 881	17	248 542

La plupart des immobilisations incorporelles sont acquises soit directement soit par voie de regroupement d'entreprises. Le Groupe dispose d'immobilisations incorporelles (logiciels) générées en interne pour une valeur brute 1 378 milliers d'euros au 30 juin 2019, identique au 31 décembre 2018.

L'essentiel des immobilisations incorporelles acquises correspond aux autorisations d'exploiter dont la durée de vie a été considérée comme indéfinie. Bien que les autorisations soient accordées en principe pour une durée de 15 ans, elles se renouvellent par tacite reconduction sauf en cas de non-respect de la réglementation.

Il n'existe aucune immobilisation incorporelle dont la propriété est soumise à restriction.

Les décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles sont présentés dans le tableau des flux de trésorerie nets des subventions reçues, qui s'élèvent à 116 milliers d'euros au 30 juin 2019.

2. Variations des autorisations d'exploiter

En milliers d'euros	31/12/2018	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements	30/06/2019
Moyen Séjour France	103 712			13 839		117 552
Long Séjour France	123 422					123 422
Belgique	7 617					7 617
Autres	530					530
Valeur Brute	235 282			13 839		249 121
Perte de valeur	5 739		-1 205			4 533
Valeur Nette	229 542		1 205	13 839		244 588

La variation des autorisations d'exploiter intervenue au cours du 1^{er} semestre 2019 est consécutive aux regroupements d'entreprises et cessions intervenus sur l'exercice et décrits en Note 11.

La reprise de la perte de valeur de 1 205 milliers d'euros constatée sur la période est consécutive à un redressement des performances financières sur des établissements du secteur Long Séjour France.

Note 13. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	31/12/2018	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements (*)	30/06/2019
Terrains	1 573	10	(215)			1 368
Terrains en location financement	1 000				(1 000)	
Constructions	32 723	108	(97)	1 676	74	34 484
Constructions en loc. financement	26 306				(26 306)	
Installations techniques	6 390	179	(119)	262	53	6 765
Autres immobilisations corporelles	64 292	2 338	(1 200)	684	930	67 045
Autres immob. corpor. en loc. fin.	5 801				(5 801)	
Immobilisations en cours	594	871			60	1 524
Avances et acomptes						
Valeur brutes	138 679	3 506	(1 631)	2 623	(31 990)	111 187
Terrain	552	18	(47)			523
Constructions	12 530	1 630	(98)	828		14 890
Constructions en loc. financement	6 001				(6 001)	
Installations techniques	4 676	206	(105)	255		5 032
Autres immobilisations corporelles	35 834	3 123	(1 123)	587		38 421
Autres immob. corporelles en loc. fin.	4 819				(4 819)	
Amortissements	64 414	4 977	(1 373)	1 670	(10 821)	58 867
Perte de valeur						
Valeurs nettes	74 266	(1 471)	(258)	953	(21 169)	52 320
Dont Exploitation	49 234					48 756
Dont Immobilier	25 032					3 564

(*) Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste, à des changements d'affectation d'actifs entre les activités Exploitation et Immobilier pour 1 117 milliers d'euros ainsi qu'au reclassement des actifs en crédit-bail en droits d'utilisation en application de la norme IFRS 16, comme décrit dans la note 1 du présent document.

Il n'existe aucune restriction concernant les titres de propriété d'immobilisations corporelles. Il n'a pas été révélé de perte de valeur des immobilisations corporelles.

Note 14. Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2018	Acquisitions / Augmentations	Diminutions	Var. Périmètre	Autres Mouvements	30/06/2019
Titres non consolidés ⁽¹⁾	1 209			(16)	17	1 209
Prêts	172	17	(5)	49		233
Dépôts et cautionnements	879	18	(42)	205	(115)	945
Autres actifs financiers non courants	446	1 500			(74)	1 873
Valeurs brutes	2 705	1 535	(47)	238	(172)	4 260
Dépréciation	376	15				392
Valeurs nettes	2 330	1 520	(47)	238	(172)	3 869
Dont Exploitation	2 236					3 775
Dont Immobilier	94					94

⁽¹⁾ Dont les titres de la SC Financière Vertavienne 44 détenus par Sarl La Chézalière pour un montant de 774 milliers d'euros. Il n'existe aucun contrat entre le Groupe et cette société.

Les dépréciations à la clôture, d'un montant de 392 milliers d'euros, portent sur des titres non consolidés, dépréciés en totalité.

L'échéancier des actifs financiers non courants s'analyse comme suit :

Echéancier	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Valeurs brutes au 30/06/2019	1 741	1 082	1 437	4 260
Valeurs brutes au 31/12/2018		1 211	1 494	2 705

Note 15. Droits d'utilisation des contrats de location

Les droits d'utilisation concernent en totalité des locations immobilières.

La variation des droits d'utilisation s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	01/01/2019	Entrées d'actifs	Amortissements et perte de valeur	Résiliations	Autres variations	30/06/2019
Valeur comptable des droits d'utilisation	478 620	20 043		(133)	4 180	502 709
Amortissements des droits d'utilisation	(6 001)		(23 770)	133		(29 638)
Dépréciation des droits d'utilisation						
Total des droits d'utilisation nets	472 618	20 043	(23 770)		4 180	473 071
Dont Exploitation	469 454					470 063
Dont Immobilier	3 164					3 008

La variation des dettes locatives s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	01/01/2019	Entrées d'actifs	Remboursement	30/06/2019
Dettes locatives	513 426	20 043	(22 952)	510 517
Total des obligations locatives	513 426	20 043	(22 952)	510 517
Dont Exploitation	510 162			507 396
Dont Immobilier	3 264			3 121

Les échéances des obligations locatives au 30 juin 2019 sont les suivantes :

Echéancier (en milliers d'euros)	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Durée résiduelle des dettes de locations au 30/06/2019	47 367	191 716	271 434	510 517

Note 16. Impôts différés

En milliers d'euros	31/12/2018	Résultat	Autres éléments du résultat global	Variation de périmètre	Autres Mouvements	30/06/2019
Impôts différés actifs	3 456	1 772	129			5 357
Impôts différés passifs	(44 212)	(1 190)	147	(2 506)	9 192	(38 570)
Impôts différés nets	(40 756)	582	275	(2 506)	9 192	(33 213)

Les impôts différés nets relatifs aux opérations immobilières s'élèvent à 1 907 milliers d'euros au 30 juin 2019 contre 1 880 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Les autres mouvements concernent les impacts de la première application de la norme IFRS 16 (voir Note 1).

En milliers d'euros	31/12/2018	Résultat	Capitaux propres	Variation de périmètre	Autres mouvements	30/06/2019
Déficits activés	(339)	(221)				(560)
Divergences fiscales	919	(384)	(1)			534
Opérations de retraitements	4 208	1 512	276	25	9 192	15 213
Autorisations d'exploiter	(43 733)	(326)		(2 531)		(46 590)
Ecart d'évaluation stock immobilier	(1 811)					(1 811)
Impôts différés nets	(40 756)	582	275	(2 506)	9 192	(33 213)

Note 17. Stocks et en-cours de production

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Matières premières	2 479		2 479	2 135		2 135
En-cours biens		101 210	101 210		109 494	109 494
Marchandises	34		34	13		13
Valeurs brutes	2 513	101 210	103 723	2 148	109 494	111 642
Dépréciations	-	11 048	11 048		9 372	9 372
Valeurs nettes	2 513	90 162	92 675	2 148	100 123	102 270

Les encours de production correspondent aux coûts engagés sur les opérations immobilières selon le niveau d'avancement. Les produits finis ont également trait aux opérations immobilières à hauteur de lots achevés mais non vendus.

La valeur nette des stocks que le Groupe s'attend à céder dans les 12 mois s'élève à 63 556 milliers d'euros et il s'élevait à 71 913 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Les dépréciations de stock s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Mvts	30/06/2019
Exploitation Immobilier	9 372	1 787	(110)			11 048
TOTAL	9 372	1 787	(110)			11 048

Les dépréciations de stock ont été estimées en fonction de la valeur probable de revente.

Note 18. Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Créances clients brutes	35 268	26 446	61 713	31 037	27 730	58 767
Dépréciations des créances clients	(1 092)		(1 092)	(1 031)		(1 031)
Valeurs nettes	34 176	26 446	60 621	30 007	27 730	57 736

Il n'existe pas d'actifs sur contrats à la clôture.

Toutes les créances clients sont à échéance à moins d'un an.

La variation des créances clients est principalement liée aux regroupements d'entreprises et aux ouvertures de site.

Les dépréciations des comptes clients s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre	Autres Mvts	30/06/2019
Exploitation Immobilier	1 031	256	(218)		23		1 092
TOTAL	1 031	256	(218)		23		1 092

Note 19. Autres actifs courants

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Créances sociales	637	3	639	255	3	258
Créances fiscales hors IS	10 407	4 287	14 694	10 532	10 307	20 839
Autres créances diverses	10 283	311	10 593	5 233	428	5 661
Charges constatées d'avance	2 600	184	2 784	993	58	1 051
Valeurs brutes	23 926	4 785	28 711	17 013	10 796	27 809
Dépréciations	(953)		(953)	(168)	(159)	(327)
Valeurs nettes	22 973	4 785	27 758	16 845	10 637	27 482

Toutes les créances et autres actifs courants ont une échéance inférieure à un an.

Note 20. Trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie

La trésorerie nette du Groupe se décompose ainsi :

En milliers d'euros	30/06/2019			30/06/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Disponibilités	93 636	5 522	99 158	80 220	4 839	85 059
Equivalents de trésorerie	32 006		32 006	34 003		34 003
Trésorerie et équivalents de trésorerie	125 642	5 522	131 164	114 223	4 839	119 062
Concours bancaires courants	(50)	(11)	(60)	(266)	(37)	(303)
Trésorerie nette	125 593	5 511	131 104	113 957	4 802	118 759

Les équivalents de trésorerie sont constitués de comptes à terme rapidement disponibles et exposés à un risque négligeable d'évolution de juste valeur.

Note 21. Capitaux propres du Groupe

1. Composition du capital social

Le montant du capital social de la société LNA Santé s'élève au 30 juin 2019 à 19 411 874 euros, divisé en 9 705 937 actions de 2 euros de valeur nominale chacune.

2. Prime d'émission

La prime d'émission de la société LNA Santé s'élève au 30 juin 2019 à 49 912 312 euros.

3. Actions Propres

Dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec un prestataire d'investissement, la société LNA Santé est amenée à détenir des actions propres.

Au 30 juin 2019, la société LNA Santé détenait 56 137 actions propres, qui viennent en déduction des réserves consolidées pour un montant de 2 496 milliers d'euros.

A la clôture de l'exercice précédent, les réserves consolidées étaient impactées d'un montant de 2 427 milliers d'euros correspondant à 54 738 actions auto-détenues.

4. Dividendes

L'Assemblée Générale du 19 juin 2019 a approuvé la distribution de dividendes de 0,38 euro par action au titre de l'exercice 2018, soit un montant de 3 667 milliers d'euros, qui a été versée en numéraire le 10 juillet 2019.

5. Titres par catégorie

	30/06/2019	31/12/2018
Nombre total d'actions	9 705 937	9 705 937
Nombre total d'actions émises et entièrement libérées	9 705 937	9 705 937
Nombre total d'actions émises et non entièrement libérées	-	-
Nombre total d'actions ordinaires	5 167 276	5 167 586
Nombre total d'actions à droit de vote double	4 482 524	4 483 613
Nombre total d'actions privées du droit de vote	56 137	54 738
Valeur nominale en euro de l'action	2,00	2,00
Capital social en euros	19 411 874	19 411 874
Actions de la société détenues par le Groupe	56 137	54 738

Note 22. Engagements de retraite et avantages assimilés

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018		
Engagements à l'ouverture	6 596	5 923		
Variations de périmètre	97	20		
Coûts des services rendus	603	597		
Coût financier	109	74		
Prestations de retraite payées	(187)	(324)		
Gains et pertes actuariels	(54)	306		
Engagements à la clôture	7 164	6 596		
	dont Exploitation	6 577		
	dont Immobilier	19		
Echéancier	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Engagements au 30/06/2019	349	1 140	5 675	7 164
Engagements au 31/12/2018	320	1 110	5 167	6 596

Les gains et pertes actuariels s'analysent ainsi :

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Ecart actuariel liés aux changements d'hypothèses financières	389	760
Ecart actuariel liés aux changements d'hypothèses démographiques	(443)	(454)
Gains et pertes actuariels	(54)	306

Les hypothèses de calcul de la provision pour engagements de retraite sont les suivantes :

Indicateurs	30/06/2019	31/12/2018
Taux d'actualisation	0,84%	1,62%
Evolution des salaires	2%-5%	2%-5%
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2017
Age de départ volontaire	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	50%	50%
Modalité de départ	Volontaire	Volontaire

Le taux d'actualisation est établi sur la base de l'observation du taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie membres de la zone euro à la clôture de l'exercice et de la durée de l'engagement.

Les probabilités d'être présents dans l'entreprise ont été estimées ainsi pour les établissements :

	30/06/2019	31/12/2018
Age < 45 ans	0%	0%
Age >= 45 ans	50%	50%
Age >= 50 ans	75%	75%
Age >= 55 ans	100%	100%

Les probabilités d'être présents dans l'entreprise s'analysent ainsi pour le siège :

	30/06/2019	31/12/2018
Age < 30 ans	0%	0%
Age >= 30 ans	30%	30%
Age >= 35 ans	50%	50%
Age >= 40 ans	75%	75%
Age >= 45 ans	100%	100%

Une variation du taux d'actualisation de 1,00% n'entraînerait pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Note 23. Provisions

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Provisions pour risques non courantes	1 027		1 027	1 034		1 034
Provisions pour risques courantes	5 386	518	5 904	6 682	206	6 888
TOTAL	6 413	518	6 931	7 716	206	7 922

En milliers d'euros	31/12/2018	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	Variation de périmètre	Autres mouvements	30/06/2019
Litiges sociaux	1 792	40	(415)	11		1 428
Autres provisions	6 130	1 454	(2 156)	76		5 503
TOTAL	7 922	1 494	(2 571)	86		6 931

⁽¹⁾ Dont reprises de provisions utilisées : 1 926 milliers d'euros

Les autres provisions concernent principalement des risques liés à des départs de site. Ces postes n'enregistrent aucun avantage à long terme et aucune indemnité de fin de contrat. Les provisions pour risques concernent des contentieux en cours. Les échéances de ces contentieux interviendront pour la plupart en 2019. Les montants provisionnés ont été définis au cas par cas entre les services concernés du Groupe et les conseils en charge de ces dossiers. Par ailleurs, aucun remboursement n'est attendu. Compte tenu des échéances à court terme des provisions, ces dernières n'ont pas été actualisées.

Note 24. Emprunts et dettes financières

L'endettement du Groupe se compose de dettes bancaires et de dettes désintermédiées, parmi lesquelles figurent les financements suivants :

- un emprunt syndiqué bancaire de 200,0 millions d'euros à échéance 2024. Il s'agit d'une ligne de crédit non amortissable (RCF) destinée au portage des opérations en phase de construction et de restructuration, à savoir le financement d'autorisations non exploitées et d'établissements en phase de restructuration, ainsi que le portage d'immobiliers existants en attente de commercialisation ;
- des crédits à court terme de promotion immobilière servant à financer les opérations de construction et de rénovation-extension pendant des périodes de 12 à 18 mois avant livraison et cession de l'immobilier ;
- des financements de portage immobilier avant cession de l'immobilier en l'état (dans le cas où le Groupe décide de déménager l'exploitation dans de nouveaux locaux) ou lancement d'un programme de promotion immobilière ;
- un programme de titres négociables à court terme (NEU CP, anciennement nommés billets de trésorerie) plafonné actuellement à 120,0 millions d'euros, servant en complément du crédit syndiqué et des crédits promotions à financer le portage et les travaux immobiliers avant cession ;
- des emprunts à moyen ou long terme d'une durée de 7 à 15 ans pour financer les investissements de maintien du Groupe ;
- des emprunts à long terme d'une durée de 10 à 12 ans servant à financer des titres de sociétés d'exploitation ou des autorisations d'exploiter. Il s'agit dans la majorité des cas d'opérations de refinancement, les prêts amortissables étant mis en place dès lors que les actifs d'exploitation sont en état de générer les cashflows suffisants pour rembourser les échéances d'emprunts ;
- un emprunt obligataire sous forme d'Euro-PP de 51,2 millions d'euros à échéance 2022, destiné à refinancer en complément des emprunts bancaires à moyen ou long terme des titres de sociétés d'exploitation ou des autorisations d'exploiter.

Les autres dettes financières sont quant à elles principalement composées des éléments suivants :

- Les cautions versées par les résidents des établissements à leur entrée ;
- Les autres dettes financières diverses qui comportent notamment une dette viagère.

Au 31 décembre 2018, les autres dettes financières comprenaient également les contrats de location financement, qui financent des constructions. Ces dettes ont été reclassées en obligations locatives en application de la norme IFRS 16, voir Note 1 du présent document.

1. Variation des dettes

L'ensemble des dettes courantes et non courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2018	Emissions	Rembst	Var. de périmètre	Variations de juste valeur	Effets du coût amorti	Autres Mvts ⁽¹⁾	30/06/2019
<i>Euro PP</i>	50 940					36		50 977
<i>Titres négociables à court terme</i>	106 500	32 900	(19 400)					120 000
Total dettes désintermédiées	157 440	32 900	(19 400)			36		170 977
<i>Crédit syndiqué</i>	40 180	1 100	(9 100)			182		32 362
<i>Emprunts auprès des établs de crédit</i>	58 397		(6 403)					51 994
<i>Crédits portage immobilier</i>	6 478		(503)					5 974
<i>Crédits promotion immobilière</i>	14 009		(3 285)					10 724
<i>Instruments financiers</i>	1 871				1 515			3 386
Total emprunts bancaires	120 935	1 100	(19 291)		1 515	182		104 441
<i>Cautions résidents</i>	10 031	1 830	(1 736)					10 125
<i>Contrats de location financement</i>	26 705						(26 705)	
<i>Autres dettes financières diverses</i>	321	115	(206)	140			(116)	254
<i>Concours bancaires courants</i>	533			182			(656)	60
<i>Intérêts courus non échus</i>	841						934	1 776
TOTAL	316 807	35 945	(40 633)	323	1 515	218	(26 542)	287 633
Non courants	171 828							134 226
Courants	144 979							153 407

^{1*)} Les autres mouvements correspondent aux variations nettes des dettes financières à court terme, ainsi qu'au reclassement des contrats de location-financement en obligations locatives, voir Note 1.

La réconciliation de la variation des dettes diverses avec la variation présentée dans le tableau des flux de trésorerie est la suivante :

Flux de financement sur dettes diverses	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Augmentation des cautions résidents	1 830	1 650
Augmentation des dettes financières diverses	115	
Encaissements sur comptes courants hors Groupe	56	
Flux d'augmentation présenté dans le tableau des flux de trésorerie	2 001	1 650
Remboursement des cautions résidents	(1 736)	(1 775)
Redevances de location financement		(1 018)
Remboursement des dettes financières diverses	(206)	(51)
Apports en comptes courants hors Groupe	(381)	(36)
Flux de remboursement présenté dans le tableau des flux de trésorerie	(2 323)	(2 880)

2. Analyse des dettes courantes et non courantes

L'ensemble des dettes non courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Euro PP	51 049		51 049	51 013		51 013
Emprunts auprès des établissements de crédit	72 680		72 680	86 500		86 500
Cautions résidents	7 598		7 598	7 523		7 523
Autres dettes financières diverses	71	87	158	88	137	225
Contrats de location financement				553	24 870	25 423
Instruments financiers	2 409	331	2 740	896	249	1 144
TOTAL	133 807	418	134 226	146 573	25 255	171 828

L'ensemble des dettes courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Euro PP	(72) ⁽¹⁾		(72)	(72) ⁽¹⁾		(72)
Emprunts auprès établissements de crédit	11 676	5 974 ⁽²⁾	17 651	12 077	6 478 ⁽²⁾	18 555
Cautions résidents	2 527		2 527	2 508		2 508
Autres dettes financières diverses		96	96		96	96
Contrats de location financement				452	831	1 282
Instruments financiers	646		646	727		727
Crédits promotion immobilière		10 724	10 724		14 009	14 009
Titres négociables à court terme	28 500	91 500	120 000	8 300	98 200	106 500
Concours bancaires courants	50	11	60	500	33	534
Intérêts courus non échus	1 768	7	1 776	835	6	841
TOTAL	45 095	108 312	153 407	25 326	119 653	144 979

⁽¹⁾ La part courante de l'Euro PP correspond à la part courante du coût amorti.

⁽²⁾ La part immobilière des emprunts auprès des établissements de crédit correspond aux crédits accordés pour financer les besoins de portage à court terme du secteur immobilier.

3. Echéances des dettes

L'échéancier des dettes courantes et non courantes s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
1 an au plus	45 095	108 312	153 407	25 326	119 652	144 979
De plus de 1 an à 5 ans	125 948	329	126 276	95 297	3 791	99 088
Supérieur à 5 ans	7 860	90	7 950	51 276	21 464	72 740
TOTAL	178 902	108 730	287 633	171 899	144 907	316 807

Le total des remboursements futurs non actualisés des emprunts bancaires, de l'Euro PP et des titres négociables à court terme s'analyse de la manière suivante (capital et intérêts) :

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
1 an au plus	43 928	98 049	141 977	24 872	105 342	130 214
De plus de 1 an à 5 ans	127 183		127 183	100 572		100 572
Supérieur à 5 ans	6 327		6 327	51 132		51 132
TOTAL	177 438	98 049	275 487	176 576	105 342	281 918
Maturité moyenne (en années)	3,59	0,80	2,49	4,52	0,88	2,97

4. Structure financière

La structure de l'endettement liée aux emprunts auprès des établissements de crédit et auprès des investisseurs financiers sur le marché se présente comme suit :

Capital restant dû (En milliers d'euros)	30/06/2019			En %	31/12/2018			En %
	Exploit.	Immo.	Total		Exploit.	Immo.	Total	
Euro PP	50 977		50 977	19%	50 940		50 940	18%
Titres négociables à court terme	28 500	20 500	49 000	18%	8 300	35 200	43 500	16%
Titres négociables couverts		71 000	71 000	26%		63 000	63 000	23%
Prêts à taux fixe	33 501	2 660	36 161	13%	36 875	2 883	39 758	14%
Prêts à taux variable couvert	50 696	1 850	52 546	19%	61 230	2 020	63 250	23%
Prêts à taux variable réglementé	158		158	0%	472		472	0%
Prêts à taux variable non couvert		12 189	12 189	4%		15 583	15 583	6%
TOTAL EMPRUNTS GROUPE	163 832	108 199	272 031	100%	157 817	118 686	276 503	100%
Dont non courant	123 729		123 729	45%	137 513		137 513	50%
Dont courant	40 103	108 199	148 302	55%	20 304	118 686	138 990	50%

Le taux moyen d'intérêts des dettes, y compris instruments de couverture, s'élève à 1,95 % pour la période close au 30 juin 2019, contre 1,97% au 31 décembre 2018.

L'endettement financier net du Groupe s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019			31/12/2018		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Emprunts et dettes financières		178 902	108 730	287 633	171 899	144 908	316 807
Comptes courants internes		2 744	(2 744)		5 422	(5 422)	
Obligations locatives	15.	507 396	3 121	510 517			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.	125 642	5 522	131 164	116 366	5 767	122 133
Endettement Net		563 400	103 586	666 985	60 956	133 718	194 674
Elimination des obligations locatives		(507 396)	(3 121)	(510 517)			
Contrats de location-financement historiques ⁽¹⁾			29 984	29 984			
Endettement Net selon covenants		56 004	130 449	186 453	60 956	133 718	194 674

⁽¹⁾ Les contrats de location-financement activés au 31 décembre 2018 ont été reclassés en obligations locatives suite à l'application de la norme IFRS 16 (voir note 1). Pour une meilleure comparabilité ces contrats sont toujours présentés dans l'endettement net au 30 juin 2019.

5. Covenants bancaires

Au titre de ses emprunts, le Groupe doit respecter un certain nombre d'obligations. En cas de non-respect, les banques pourraient obliger le Groupe à rembourser totalement, partiellement ou renégocier les conditions de financement. Les principaux covenants du Groupe à la clôture se décrivent ainsi :

- Endettement net d'Exploitation / EBITDA d'Exploitation¹ inférieur ou égal à 4,25 (levier)
- Endettement net d'Exploitation / Fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation² inférieur ou égal à 1,25 (gearing)
- Endettement net immobilier au 30/06/2019 inférieur à 225 millions d'euros

A noter que le suivi de ces covenants est réalisé en pro forma 31 décembre 2018, en éliminant les impacts de la norme IFRS 16 sur les agrégats concernés.

Au 30 juin 2019, les covenants sont respectés.

Note 25. Autres éléments non courants

Les autres éléments non courants concernent des subventions d'investissement associées à des immobilisations dont la comptabilisation en résultat est opérée au rythme d'amortissement des actifs associés. Ces subventions d'investissement s'élèvent à 3 078 milliers d'euros au 30 juin 2019 et à 3 583 milliers d'euros à la clôture précédente.

¹ Sur la base d'un EBITDA d'Exploitation pro forma pour la contribution en année pleine des acquisitions à l'EBITDA d'Exploitation.

² Les fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation sont constitués des capitaux propres d'Exploitation et des impôts différés passifs d'Exploitation.

Note 26. Autres passifs courants

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Fournisseurs d'immobilisations	1 206	3 726	4 932	1 773	898	2 671
Dettes fiscales hors IS	3 614	6 299	9 913	1 422	5 190	6 612
Dettes sociales	40 178	207	40 386	40 387	227	40 614
Autres dettes diverses	16 202	275	16 477	9 891	16	9 907
Passifs sur contrats	15 998	7 251	23 250	15 130	6 536	21 666
TOTAL	77 198	17 759	94 956	68 602	12 868	81 470

Toutes les autres dettes et comptes de régularisation sont à une échéance inférieure à un an.

Note 27. Instruments financiers

LNA Santé a souscrit des swaps et des caps de taux afin de couvrir son endettement à taux variable.

Les caractéristiques de ces instruments sont les suivantes :

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Nominal	125 184	128 071
Taux	0,05 % - 5,00 %	0,05 % - 5,00 %
Échéance	20/09/2019 - 25/06/2031	20/09/2019 - 15/02/2030

Les charges d'intérêts constatées au titre des instruments financiers au 30 juin 2019 s'élèvent à 485 milliers d'euros.

La juste valeur des instruments financiers s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2018	Variation en capitaux propres	Variation par résultat	30/06/2019
Juste valeur des instruments de couverture	(718)	(1 084)		(1 802)
Juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture	(1 153)		(431)	(1 585)
Juste valeur des instruments financiers	(1 871)	(1 084)	(431)	(3 386)

Note 28. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés et reçus

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Cautions données sur montants initiaux des emprunts	23 294	21 644
Nantissement de fonds calculés sur le capital restant dû des emprunts	6 874	5 925
Nantissement de titres des sociétés consolidées calculés sur le capital restant dû des emprunts	16 542	11 629
Engagements hors bilan liés aux opérations de financement	46 710	39 198
Nantissement des valeurs mobilières de placements		
Garanties données sur les prêts promoteurs	21 361	42 858
Cautions LNA Santé	7 500	17 517
Hypothèques et Privilèges de prêteur de deniers	13 861	25 342
Garanties données sur les loyers	11 583	11 894
Cautions bancaires aux propriétaires immobiliers	1 866	2 177
Cautions LNA Santé aux propriétaires immobiliers	9 717	9 717
Autres garanties données	2 935	4 058
Engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations incorporelles	704	277
Engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations corporelles	20 829	25 142
Engagements contractuels d'acquisition d'actifs financiers non courants	17 480	25 180
Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles	74 892	109 409
Engagements donnés (non actualisés)	121 602	148 607
Cautions bancaires	3 636	4 407
Engagements contractuels reçus pour vente d'immobilisations	1 138	530
Part non utilisée des crédits corporate et crédit syndiqué	171 000	158 000
Part non utilisée des crédits promotion	20 951	5 991
Engagements reçus (non actualisés)	196 725	168 928

La variation des engagements hors bilan donnés, est essentiellement due aux garanties sur les prêts promoteurs.

La variation des engagements hors bilans reçus est quant à elle principalement liée à la part non utilisée du crédit syndiqué et des crédits promotion.

2. Actifs et passifs éventuels

Le Groupe n'a pas d'actif ou de passif éventuels significatifs au 30 juin 2019.

Note 29. Autres informations

1. Secteurs opérationnels

En milliers d'euros	Long Séjour	Moyen Séjour	Belgique	Immobilier	Autres	TOTAL
30/06/2019						
Chiffre d'affaires	118 278	97 649	13 439	24 970	1 140	255 476
EBITDAR ⁽¹⁾	34 879	2 729	20 021	317	1 377	59 324
EBITDA ⁽²⁾	14 768	288	10 655	2 472	512	28 694
En milliers d'euros	Long Séjour	Moyen Séjour	Belgique	Immobilier	Autres	TOTAL
30/06/2018						
Chiffre d'affaires	114 460	85 050	13 825	46 307	771	260 413
EBITDAR ⁽¹⁾	34 098	16 540	3 374	(392)	1 688	55 308
EBITDA ⁽²⁾	14 660	8 524	1 028	1 242	1 135	26 589

⁽¹⁾ EBITDAR : Résultat opérationnel avant loyers, impôts, frais financiers, dotations aux amortissements et provisions, et après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobiliers

⁽²⁾ EBITDA : Résultat opérationnel avant impôts, frais financiers, dotations aux amortissements et provisions, et après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobiliers

Le passage du résultat opérationnel à l'EBITDA et de l'EBITDA à l'EBITDAR est le suivant :

En milliers d'euros	30/06/2019			30/06/2018		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Résultat opérationnel	28 210	(510)	27 700	20 537	385	20 922
Impact de l'élimination des loyers IFRS 16	(28 952)	964	(27 988)			
Dotations nettes aux amortissements et provisions	28 009	558	28 568	2 339	7 287	9 627
Dotations nettes aux dépréciations des créances clients	38		38	50		50
Provision engagements de retraite	445	3	448	480	3	483
Autres produits et charges d'exploitation	(2 213)	942	(1 271)	(91)	(65)	(156)
Subventions d'exploitation	2 009		2 009	1 724		1 724
Autres produits et charges d'exploitation à caractère d'EBITDA	(27)	(1)	(27)	(469)	50	(419)
Dépréciations de stocks immobiliers		(821)	(821)		(6 660)	(6 660)
Autres produits et charges opérationnels	(1 297)	1 335	38	775	243	1 018
EBITDA	26 222	2 472	28 694	25 347	1 242	26 589
Locations immobilières	32 785	(2 155)	30 630	30 353	(1 634)	28 719
EBITDAR	59 007	317	59 324	55 700	(392)	55 308

2. Parties liées

Il n'y a pas eu de variations significatives des transactions et des soldes entre les sociétés du Groupe, les principaux dirigeants et les autres parties liées.

Note 30. Actifs et passifs financiers

La juste valeur d'un actif ou d'un passif est le prix qui serait convenu entre des parties libres de contracter et opérant aux conditions du marché. A la date de la transaction, elle correspond généralement au prix de transaction. La détermination de la juste valeur doit ensuite être fondée sur des données de marché observables qui fournissent l'indication la plus fiable de la juste valeur d'un instrument financier.

La juste valeur des dérivés est déterminée sur la base des flux contractuels actualisés en utilisant les données de marché observables à la clôture.

Pour la période close au 30 juin 2019, la valeur comptable des actifs et passifs financiers ne présente pas d'écart significatif avec leur juste valeur.

Note 31. Périmètre de consolidation au 30 juin 2019

Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts		Méthode de Consolidation	Siren/n°d'entreprise	Siège social
I- ACTIVITE EXPLOITATION:						
INSTITUT DE READAPTATION DU CAP HORN	70,75%	70,75%	(1)	IG	817 462 690	1 Rue de Kergonidec, 29800 LANDERNEAU
CENTRE DE READAPTATION DE L'ESTUAIRE	100,00%	100,00%	(2)	IG	820 328 904	1 Place Beaumanoir, 44100 NANTES
CLINIQUE DE L'AURORE	100,00%	100,00%	(3)	IG	478 767 254	140 rue Paul de Kock, 93230 ROMAINVILLE
EHPAD SAINT RAPHAEL	100,00%	100,00%	(4)	IG	790 158 075	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
II - ACTIVITE IMMOBILIERE:						
MF VINCENNES 94	100,00%	100,00%	(5)	IG	847 754 769	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF MORET 77	100,00%	100,00%	(5)	IG	847 926 185	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF ROSNY 93	100,00%	100,00%	(5)	IG	838 201 614	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC

- (1) *La société Institut de Réadaptation du Cap Horn, non significative au 31 décembre 2018, est rentrée dans le périmètre de consolidation suite à l'apport partiel d'actif reçu de sa société-mère Clinique Kerléna.*
- (2) *Sociétés nouvellement créées ou acquises*
- (3) *La société Clinique de l'Aurore a été acquise sur le 1^{er} semestre 2019 et absorbée par la société LNA ES.*
- (4) *L'EHPAD Saint-Raphaël a été absorbé par la société La Villa des Poètes.*
- (5) *Sociétés nouvellement créées*

Une opération d'apport partiel d'actif au 2 mai 2019 a été réalisée par deux établissements de SSR, l'un appartenant au Groupe et l'autre au groupe Elsan, au profit d'un nouvel établissement situé à Landerneau (29) et détenu à 70,75% par le Groupe. La part des minoritaires sur le transfert des écarts d'évaluation a impacté les capitaux propres – part du groupe pour 1 422 milliers d'euros.

Rapport des Commissaires aux Comptes

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2019

Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019

Mesdames, Messieurs les actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LNA SANTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

BORDEAUX et NANTES, le 20 septembre 2019
Les Commissaires aux Comptes

EXPERTISE AUDIT ADVISORY

IN EXTENSO AUDIT

Christophe ROUSSELI

Françoise GRIMAUD PORCHER

Attestation du Responsable du Rapport Financier

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Période du 1^{er} Janvier 2019 au 30 Juin 2019

Nantes, le 20 septembre 2019

Messieurs les commissaires aux comptes,

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés du 1^{er} janvier au 30 juin 2019 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Paul SIRET
Président Directeur Général

Glossaire

ARS : Agence Régionale de Santé

Capex : Investissements de maintien, hors investissements de développement de nouvelles activités et d'actifs immobiliers à céder

CPOM : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

Croissance organique : correspond à la variation du chiffre d'affaires :

- entre N-1 et N des établissements existants en N-1,
- entre N-1 et N des établissements ouverts en N-1 ou en N,
- entre N-1 et N des établissements restructurés au cahier des charges LNA Santé ou dont la capacité a augmenté en N-1 ou en N,
- sur N par rapport à la période équivalente en N-1 des établissements acquis en N-1.

Dette financière nette : correspond à la dette financière brute diminuée de la trésorerie et équivalents de trésorerie

Dette financière nette d'Exploitation : représente la dette financière brute d'Exploitation, hors impacts IFRS 16, diminuée de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des fonds propres apportés à l'activité immobilière.

EBITDA : (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciations and Amortization)

Résultat opérationnel avant impôts, frais financiers, dotations aux amortissements et provisions, et après loyers, dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobiliers.

EBITDAR : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, Amortization and Rent. Résultat opérationnel avant impôts, frais financiers, loyers, dotations aux amortissements et provisions, et après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobiliers.

EHPAD : Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

Établissements en régime de croisière : établissements conformes au modèle d'exploitation LNA Santé (qualité de la prise en charge, taille cible d'établissement, état neuf de l'immobilier, management formé et impliqué, organisation efficiente).

Établissements en restructuration ou en phase d'ouverture : Établissements repris ou ouverts depuis environ un an et ayant les caractéristiques suivantes :

- Travaux en cours de rénovation et/ou agrandissement
- Mise en œuvre des standards du Groupe

Fonds propres d'Exploitation ajustés : Fonds propres, hors impacts IFRS16, et quasi fonds propres d'Exploitation

Fonds propres et quasi fonds propres d'Exploitation : représentent les fonds propres consolidés de l'activité Exploitation, hors impacts IFRS 16, augmentés des impôts différés passifs liés à l'Exploitation, hors impacts IFRS 16.

Gearing : Ratio de la dette financière nette d'Exploitation sur les capitaux propres et quasi fonds propres d'Exploitation. Il mesure le risque de la structure financière de l'entreprise.

HAD : Hospitalisation à Domicile

Levier d'Exploitation : représente le ratio de la dette financière nette d'Exploitation sur l'EBITDA Exploitation

LMP : Loueur en Meublé Professionnel

Marge Brute d'Autofinancement (MBA) : correspond au résultat net d'ensemble retraité des amortissements et provisions, du coût de l'endettement financier net, des charges d'impôt, des résultats de cessions, des dividendes reçus et des autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie.

MRB : Maison de Repos en Belgique

NEU-CP : *Negotiable European Commercial Paper* : titres négociables à court terme, anciennement dénommés billets de trésorerie

RCF : Revolving Credit Facility : crédit syndiqué fonctionnant par tirages

Reprise en cours d'exercice : Établissements qui n'étaient pas présents au 1^{er} Janvier N ou créations ouvertes en cours d'exercice.

SSR : Soins de Suite et de Réadaptation

Trésorerie nette : disponibilités et équivalents de trésorerie diminués des concours bancaires courants